

TEBBOUNE À L'ADRESSE DU SOMMET DE BAGHDAD «Il est impératif de réformer la Ligue arabe»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



GAZA

L'ONU exige la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2



MERAD À TIARET Les mesures préventives ont contribué à atténuer les risques

P. 3



**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
PROJECT
SYNDICATE
P. 10 & 11
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

**Les conséquences
économiques des politiques
de l'administration Trump**
PAR MICHAEL
SPENCE
Lauréat du prix Nobel d'économie,
est professeur émérite d'économie

**Préparer
l'internationalisation de l'euro**
PAR HÉLÈNE REY
Professeur d'économie à la London
Business School

**L'Amérique efface les données
dont le monde a besoin**
PAR SHAIDA BADIEE¹,
JOEL GURIN²,
ET CLAIRE MELAMED³

1- Ancienne directrice du groupe
des données de développement
de la Banque mondiale
2- Président du Center for Open
Data Enterprise
3- Ancienne directrice générale
de l'Overseas Development Institute

**Investir dans
l'économie bleue durable**
PAR ALFREDO
GIRON
Responsable de l'action
pour les océans au sein du Forum
économique mondial

Ghaza L'ONU exige la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire

**Samedi, 589^e jour de l'agression
sioniste et 77^e jour de blocus
humanitaire total, l'armée génocidaire
d'Israël intensifie ses massacres contre
la population civile de Ghaza.**

Mohamed Mehdi

Le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé, publié hier, indique que le nombre de victimes arrivés dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures s'est élevé à 153 martyrs et 459 blessés. «Un certain nombre de martyrs sont encore sous les décombres et aux abords des rues et que les équipes de sauvetage et de la Protection civile ne peuvent atteindre» en raison du ciblage de l'armée sioniste. Ce bilan porte à 53.272 martyrs et 120.673 blessés, le nombre de victimes depuis le début de l'agression contre Ghaza, dont 3.131 martyrs et 8.632 blessés depuis la reprise des bombardements le 18 mars 2025.

Hier, les bombardements sionistes sur plusieurs régions de Ghaza ont fait 41 martyrs et des dizaines de blessés, dont 26 dans la ville de Ghaza et dans le nord de l'enclave, selon un bilan provisoire établi à 15h par des sources médicales citées par Al Jazeera.

«NOUS AVONS DÉJÀ UN PLAN»

Dans une déclaration publiée vendredi, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Tom Fletcher, a appelé à la «reprise de l'acheminement rapide, sûre et sans entrave de l'aide humanitaire à Ghaza» dans le cadre d'un «plan coordonné par l'ONU».

«Comme nous l'avons démontré lors du cessez-le-feu de cette année - et chaque fois que l'accès nous a été accordé - les Nations Unies et leurs partenaires humanitaires disposent de l'expertise, de la détermination et de la lucidité morale nécessaires pour fournir une aide à l'échelle nécessaire pour sauver des vies à Ghaza», affirme le chef de l'OCHA. S'adressant, sans les nommer, à Israël et aux Etats-Unis, M. Fletcher affirme : «À ceux qui proposent une autre modalité de distribution de l'aide, ne perdons pas de temps : nous avons déjà un plan».

Publié le jour même, le plan en question, «ancré dans les principes non négociables d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance», élaboré par les Nations Unies et leurs partenaires humanitaires (organisations non gouvernementales nationales et internationales) est «prêt à fournir une aide humanitaire en nature à grande échelle et des services vi-

taux dans toute la bande de Ghaza». «Ce plan de reprise des livraisons d'aide humanitaire à Ghaza est prêt à être mis en œuvre immédiatement et à l'échelle nécessaire pour soulager les souffrances généralisées», lit-on dans le document de l'OCHA qui précise que «160.000 palettes d'aide (soit environ 8 900 camions) sont déjà positionnées et prêtes à entrer à Ghaza aujourd'hui (vendredi, ndlr)».

LE SOMMET ARABE APPELLE À «L'ENTRÉE URGENTE DE L'AIDE HUMANITAIRE À GHAZA»

Le 34^e Sommet de la Ligue arabe, qui s'est tenu hier de Baghdad, a appelé à «l'entrée urgente de l'aide humanitaire à Ghaza». La déclaration de clôture a exhorté la communauté internationale à «faire pression pour que cesse l'effusion de sang» dans l'enclave. Dans une déclaration publiée hier sur son site, le Hamas a, de son côté, exhorté les participants au sommet de Baghdad à assumer leurs «responsabilités historiques», à «prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'agression, à lever le siège et à mettre en œuvre les décisions du Sommet de Ryadh appelant à la levée du siège et à garantir l'entrée de l'aide». Le Hamas a également appelé à des «sanctions arabes et internationales urgentes contre l'occupation fasciste et la poursuite de ses dirigeants en tant que criminels de guerre». Vendredi, les chefs de gouvernements et Premiers ministres de sept pays européens (Irlande, Luxembourg, Islande, Malte, Slovaquie, Norvège, et Espagne) ont signé une déclaration dans laquelle ils affirment qu'ils ne resteront «pas silencieux face à la catastrophe humanitaire d'origine humaine qui se déroule sous nos yeux à Ghaza».

La déclaration appelle l'entité sioniste à «revenir immédiatement sur sa politique actuelle, à s'abstenir de toute nouvelle opération militaire et à lever totalement le blocus», et demande à «toutes les parties à s'engager immédiatement (...) dans des négociations sur un cessez-le-feu et la libération de tous les otages».

La déclaration condamne la «recrudescence de la violence des colons, l'expansion des colonies illégales et l'intensification des opérations militaires israéliennes» en Cisjordanie et Al-Qods occupées, et rappelle que «le déplacement forcé du peuple palestinien, par quelque moyen que ce soit, est inacceptable et constituerait une violation du droit international».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Anatomie d'un pillage

Si nous avons à résumer la politique occidentale et plus spécifiquement celle de la France vis-à-vis de l'Afrique depuis les indépendances, nous dirions ceci : tout est fait pour que l'Afrique ne devienne jamais une force cohérente, autonome et respectée. L'objectif ? Empêcher l'unité, neutraliser toute velléité de puissance et perpétuer une domination travestie sous des habits diplomatiques. Ce n'est pas un secret. C'est un système. Et il a un nom : le néocolonialisme. Diviser pour mieux régner, voilà la première règle. On alimente les clivages ethniques, tribaux, religieux, hérités des découpages absurdes de la conférence de Berlin en 1885. On ravive les blessures, on finance des mouvements séparatistes, on s'assure que les frontières tracées à la règle sur des cartes coloniales restent des foyers de tensions. Le Rwanda, le Nigeria, le Soudan... autant de cas où les fractures internes sont instrumentalisées pour empêcher toute cohésion.

Et quand, malgré tout, des peuples se rassemblent, on remet en scène les vieux contentieux. On manipule les mémoires. On pousse à la guerre par procuration. Les deux pas en avant sont toujours suivis de trois en arrière, non par fatalité, mais par sabotage.

Et puis il y a les dirigeants. Ce ne sont pas ceux qui aiment leur peuple qu'on soutient, mais ceux qui savent plaire à Paris, Washington ou Bruxelles. On installe, on protège, on arme ceux qui pactisent avec l'extérieur contre les intérêts de leur propre pays. Ceux qui troquent souveraineté contre fauteuil. Ceux que la Françafrique a promus et recyclés des décennies durant : de Bokassa à Déby, de Bongo à Sassou Nguesso.

Quand un dirigeant ose rompre le pacte de soumission, on l'élimine. C'est ce qui est arrivé à Patrice Lumumba au Congo en 1961, assassiné avec la complicité des services belges et de la CIA. Ou à Thomas Sankara, foudroyé en 1987 à Ouagadougou, pour avoir osé parler de souveraineté économique et refuser l'assistanat occidental. Les héros de l'indépendance n'ont pas le droit de vie longue. Ils dérangent.

Économiquement, on étrangle. L'Afrique exporte ses matières premières mais reste interdite de transformation. Le cacao ivoirien enrichit la Suisse. L'uranium nigérien éclaire la France, mais pas les villages du Sahel. Les termes de l'échange sont toujours en défaveur du continent. Le contrôle est subtil : multinationales, marchés, sanctions, fluctuations monétaires.

Le franc CFA relie la coloniale continue de lier quatorze pays africains à la Banque de France, leur interdisant toute autonomie monétaire réelle. On prête avec des conditions léonines, on pousse à la privatisation, et quand l'État vacille, ce sont les terres, l'eau, l'électricité qui tombent entre des mains étrangères. Et s'ils tentent de construire ? On sabote. On déstabilise. On fabrique de l'oppo-

sition. On finance des groupes armés. On orchestre des guerres civiles. Le cas libyen est emblématique : Kadhafi, avec toutes ses contradictions, travaillait à une Banque africaine, à une monnaie panafricaine adossée à l'or. On connaît la suite : bombardement, chaos, balkanisation.

L'éducation n'est pas épargnée. On enseigne l'histoire des vainqueurs, pas celle des résistants. On parle de la «mission civilisatrice», pas des pillages, des massacres, des résistances africaines oubliées. On forme des bras, pas des têtes. Des exécutants, pas des penseurs. Et quand un esprit brillant émerge, on l'attire à Harvard, à la Sorbonne, à Oxford... en le convainquant que sa place est ailleurs. Jamais chez lui.

On forme en Afrique des ingénieurs, des médecins, des scientifiques pour les voir travailler à l'étranger. C'est une saignée silencieuse, une évasion de cerveaux que l'on nourrit mais que l'on ne répare jamais.

Le récit aussi est confisqué. Les médias africains dépendent souvent des agences occidentales. L'image de l'Afrique dans les journaux télévisés : famines, enfants nus, guerres, misère, catastrophes. Jamais les victoires. Jamais les alternatives. Même quand l'Afrique innove, on ne montre pas. Ou alors on attribue le mérite à un investisseur occidental, à une ONG, à un consultant expatrié. Les aides dites «humanitaires» perpétuent une culture de dépendance. Elles maintiennent l'Afrique sous perfusion, sans jamais l'enraciner dans l'autonomie. L'Occident donne juste assez pour que l'Afrique survive. Mais jamais assez pour qu'elle se relève.

Et la défense ? C'est la dernière frontière. L'Afrique doit rester vulnérable. Ses armées sous-équipées, ses industries militaires inexistantes. Quand un pays veut développer un système de défense, on l'accuse de menacer la stabilité. Et on envoie les bases militaires étrangères «garantir la paix». Le Mali, la Centrafrique, le Niger on connaît la chanson. On vend des armes aux uns, on forme les autres, et on regarde les conflits s'enliser.

C'est une stratégie. Elle a des noms, des visages, des institutions. Elle ne relève pas de la fiction mais du document d'archives.

La vraie question n'est pas de savoir comment l'Occident empêche l'Afrique de devenir une superpuissance. Il le fait déjà. Et avec efficacité.

La seule question qui vaille aujourd'hui, c'est : comment l'Afrique, malgré les trahisons, les coups d'État téléguidés, les dettes sans fin et les récits confisqués, parviendra-t-elle à briser ce cycle ?

La réponse est déjà en marche.

Elle germe dans les consciences qui s'éveillent, grandit dans les peuples qui se redressent, s'affirme dans les voix qui refusent de se taire, elle s'incarne dans ces dirigeants, qui croient en leur peuple, agissent avec loyauté, et portent haut la fierté d'être Africains.

APN

Arkab présente le nouveau projet de loi sur les mines

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a présenté, samedi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi régissant les activités minières et visant à renforcer l'attractivité du secteur des mines et à améliorer le climat d'investissement dans ce domaine.

Le projet de loi a été présenté lors d'une séance présidée par le vice-président de l'APN, AHCène Hani, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou et de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafer.

Dans son exposé, M. Arkab a précisé que ce projet prévoit une série de mesures incitatives et des dispositions en vigueur dans le monde, visant à encourager l'investissement minier en Algérie, à renforcer la transparence et la stabilité dans le secteur en adéquation avec les développements qu'il connaît.

A l'issue de l'exposé, les députés devaient débattre des dispositions du projet de loi. Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables répondra, aujourd'hui dimanche, à leurs questions et préoccupations.

Les députés procèderont au vote du projet de loi le 16 juin prochain.



Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tebboune à l'adresse du Sommet de Baghdad
«Il est impératif de réformer la Ligue arabe»



El-Houari Dilmi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, samedi, une allocution aux participants aux travaux de la 34^e session ordinaire du Sommet arabe de Baghdad, en Irak, lue en son nom par le ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf.

« Il y a quelques jours, notre Ligue arabe fêtait les 80 ans de son existence alors que notre monde arabe est accablé de défis croissants et sans précédent dans son histoire contemporaine », écrit le chef de l'Etat dans son allocution. « Notre cause centrale fait face à des plans de liquidation ourdis contre elle et se heurte à l'obstination de l'occupation israélienne à imposer sa vision absurde d'une paix taillée à sa mesure, dictée par ses caprices et motivée par ses convoitises: une paix, somme toute, fondée sur les ruines de la cause palestinienne. Une paix privant les nations voisines des fondements les plus élémentaires de leur sécurité, de leur quiétude et de leur stabilité, et assurant à l'occupant une hégémonie absolue, sans contrôle, ni surveillance ou contestation », a indiqué le président Tebboune. Et d'enchaîner : « La situation dans nombre de nos pays arabes se détériore, elle aussi, à un rythme alarmant sur les plans sécuritaire, politique et économique, face aux tentatives d'ingérence étrangère pour semer la discorde, la division et la rivalité parmi les enfants d'une même patrie et d'une Nation unie ; de surcroît, un nouvel ordre international menace tout un chacun sans exception, alors que les fondements du système contemporain des relations internationales tendent à s'estomper, pour laisser place à la logique de la force, du droit subordonné à la puissance, et de la soumission et de l'obédience aux rapports de force ».

Pour le président de la République : « Nous sommes, réellement, face à un tournant crucial et décisif où notre voix demeurera inaudible tant que nous ne reconsidérons pas ce qui nous unit sous la coupole de notre organisation comme règles, principes et aspirations que nous partageons et qui portent notre présent et notre avenir ».

A l'adresse des participants au Sommet arabe, Tebboune a une nouvelle fois exprimé la position de l'Algérie : « Nous considérons qu'une telle situation devrait remettre au premier plan de nos priorités communes l'impératif de réformer notre Ligue arabe, qui a été fondée à une époque différente de la nôtre, dans un autre contexte que le nôtre et un autre environnement que le nôtre. Ce qui souligne la nécessité de l'adapter aux nouveaux défis et aux enjeux sans précédent de notre époque ».

PALESTINE:

«UNE CAUSE CENTRALE»

Le chef de l'Etat a également évoqué, dans son allocution, la question palestinienne : « face à cet impératif, nous sommes appelés, aujourd'hui, à renforcer notre soutien à notre cause centrale car notre engagement à défendre cette cause n'est pas de la générosité ou de la bonté de notre part mais plutôt une question de loyauté envers une responsabilité historique qui incombe à la Nation arabe et envers une responsabilité juridique, morale et civilisationnelle qui concerne l'humanité toute entière ». Et d'ajouter : « Nous sommes également, appelés, aujourd'hui à davantage de solidarité avec nos frères au Liban et en Syrie, car l'unité et la souveraineté de ces deux pays sont partie intégrante de la question de sécurité et de stabilité dans toute la région du Moyen-Orient ; aussi, sommes-nous appelés à consentir tous les efforts, démarches et initiatives nécessaires pour le règlement des crises qui rongent le Soudan, la Libye, le Yémen et la Somalie, car c'est l'absence du rôle arabe qui a laissé le champ grand ouvert aux ingérences étrangères qui ont indûment compromis le présent et l'avenir de ces régions arabes affligées ». « Tels sont les fondements sur lesquels s'appuie l'Algérie dans son mandat, en tant que pays arabe, au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous assumons, fidèlement, ce mandat, en sa deuxième et dernière année et souhaitons avoir réussi à transmettre les préoccupations de notre Nation et à défendre ses aspirations et ses ambitions avec dévouement, et loyauté », conclut le président Tebboune dans son allocution.

Merad à Tiaret
Les mesures préventives ont contribué à atténuer les risques

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a souligné samedi dans la wilaya de Tiaret, que les plans et les dispositifs anticipatifs adoptés par les pouvoirs publics ont permis de réduire les risques liés aux inondations, aux incendies de forêts et autres dangers. M. Merad, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, ainsi que du directeur général de la Protection civile, Boualem Boughelaf, a effectué, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une visite dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala pour constater les dégâts matériels causés par les récentes pluies.

Le ministre a précisé que « les plans mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la lutte contre

les incendies ont permis de réduire sensiblement les surfaces brûlées l'été dernier ».

Concernant les inondations, il a indiqué que « des actions sont menées selon les bulletins météorologiques spéciaux, avec la mobilisation des agents et la mise à disposition des moyens nécessaires pour faire face à ces risques et en atténuer les impacts en cas de leur survenue ».

Lors d'une rencontre avec les habitants de la localité de Zebair, dans la commune de Serguine, M. Merad a ajouté que « les autorités publiques œuvrent à mettre les citoyens à l'abri des divers risques et à en limiter les effets, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a placé le citoyen au centre de ses préoccupations. Notre venue dans cette région s'inscrit dans cette démarche », a-t-il indiqué. Dans la localité de Kherba, commune de

Zemalet Emir Abdelkader, le ministre et la délégation qui l'accompagnaient ont suivi une présentation sur les dégâts subis par le secteur des travaux publics en raison des récentes intempéries. Dans cette partie de la wilaya déléguée de Ksar Chellala, il a été signalé des dommages sur 20 km de routes nationales, de chemins communaux, ainsi que sur plusieurs ouvrages d'art. Le ministre des Travaux publics, Lakhdar Rekhroukh, a ordonné une identification précise de ces dégâts afin d'allouer les ressources financières nécessaires à leur réparation. Sur le même site, la délégation ministérielle a rencontré les agents de la Protection civile, qui sont intervenus lors des intempéries, issus des wilayas de Tiaret, Saïda, Djelfa, Médéa et Relizane.

Leur engagement et leur succès dans le sauvetage d'environ 100 personnes bloquées le long de l'oued Touil ont été salués.

Raina
Raïkoum
Amine Bouali

Le cancre et la loi

Un ami enseignant m'a raconté une histoire amusante qu'il a vécue alors qu'il faisait passer un examen à ses étudiants. « D'abord, a-t-il constaté, il n'y a des étudiants qu'on ne voit qu'à ces grandes occasions. C'était le cas de ce jeune homme chevelu que je voyais pour la première fois dans l'amphi. Il s'est assis à une table, a déroulé une feuille de papier, sorti des stylos de différentes couleurs puis s'est croisé les bras en n'arrêtant pas de regarder autour de lui. Soudain, il leva la main : -Est-ce que je peux demander quelque chose à mon voisin ? - Non, répondis-je, c'est interdit par la loi. Quelques minutes plus tard : -Est-ce que je peux utiliser ma calculatrice ? - Toujours pas, la loi l'interdit. Et le temps passa. Impassible, notre ami n'accoucha pas d'une ligne. Pourtant, il ne semblait pas pressé de quitter la salle ni décidé à commencer quoi que ce soit. Les autres étu-

dants déposaient leur copie une à une, et bientôt il ne resta plus que lui, seul dans l'amphi. Je commençais à m'impatienter, mais je n'osais intervenir de peur de créer un incident. Puis, il leva la tête : - On a combien de temps pour cet examen ? - Une heure et demie, répondis-je. Il consulta alors sa montre, hocha la tête et déclara : alors il me reste encore trente minutes. Comme vous le savez, monsieur le professeur, la loi est au-dessus de tous. Et il resta là, jusqu'à la dernière seconde, imperturbable comme un gendarme à un contrôle routier. À l'heure fixée, il se leva, me tendit une copie vide, blanche comme au début puis il quitta la salle sans dire un mot. « Être physiquement présent ne veut pas dire être impliqué ou actif. Et on peut se réfugier derrière la loi pour masquer l'inaction » est une des moralités possibles de cette histoire. Et vous amis lecteurs, quelle est la vôtre ?

Education
«Transparence et intégrité» comme cheval de bataille

M. Aziza

Le personnel éducatif notamment celui exerçant dans les postes administratifs est appelé à respecter le principe de la transparence et de l'intégrité dans l'accomplissement de son travail, pour à la fois assurer une bonne gestion mais aussi préserver les biens et l'argent public. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Education, Mohamed Seghir Saadaoui, lors de la signature, hier, d'un accord-cadre entre son département et la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, au siège du ministère. M.Saadaoui a mis l'accent sur la nécessité d'inculquer la culture de la transparence et de l'intégrité dans les programmes éducatifs pour éduquer les générations futures sur la protection des

institutions et l'argent publics, selon un communiqué publié sur la page officielle du ministère de l'Education sur facebook. Cet accord vise, selon le ministre, à assurer la contribution de l'école dans le cadre de la sensibilisation aux dangers de la corruption et à ses effets néfastes sur l'individu et la société. Et sensibiliser les jeunes à l'importance d'adhérer aux principes et aux valeurs qui les protégeront à l'avenir des méfaits du phénomène de la corruption, telles que l'honnêteté, la responsabilité, l'intégrité et la transparence. Il est question selon M. Saadaoui de renforcer la coopération entre le ministère et la haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption, dans le domaine de l'élaboration de documents pédagogiques qui abordent divers aspects de la corruption. Le ministre a tenu à préciser que

l'accord signé vise à faire adhérer les fonctionnaires de son secteur au plan national porté par la haute autorité pour la transparence, la prévention et lutte contre la corruption. Et de rappeler aux salariés du secteur leurs obligations envers les institutions publiques et l'intérêt public. Et de souligner que la signature de cet accord coïncide avec le début du processus de formation du personnel du ministère sur les principes et les orientations issues des lois et règlements régissant la haute autorité pour la transparence dans le but de moraliser la vie publique. D'ailleurs, lit-on dans le communiqué, des journées de formation ont été programmées au profit des cadres de l'administration centrale sur les principes et orientations contenus dans la loi régissant la haute autorité de lutte contre la corruption.

Se réapproprier le cours du monde Progresser dans l'interdépendance

Par Arezki Derguini

Suite et fin

SOCIALISER PAR LE MILIEU

Au cœur de la région, il y a des familles défaites par la socialisation étatique et la production de consommation. Les familles ne produisent plus de producteurs, mais des consommateurs. Les compétitions individuelles se perdent dans la dissipation. Elles ne portent pas de projet collectif. Aussi l'identité collective ne peut-elle se composer par le libre jeu de la compétition familiale. Les familles ont désappris la coopération, les institutions (l'école et l'entreprise) y ont contribué. *Remettre la famille dans la socialisation comme agence de production de producteurs n'est possible que dans le cadre de la région où l'exemplarité peut être effective.* Dans ce cadre peut aussi être mises en œuvre et contrôlées des compétitions individuelles au service de la coopération collective, des coopérations individuelles au service de la compétition collective. C'est dans ce cadre que peuvent être alignés les objectifs et les capacités de la population, que l'effort au regard de l'objectif peut-être consenti. C'est dans ce cadre que la définition de soi, la volonté de vivre et d'être dans le monde et le pays peut prendre forme réelle.

Reconstruire l'identité sociale à partir du milieu du continuum social (famille, région et nation) en s'appuyant sur l'exemplarité est la méthode convenable pour reconstituer et préserver l'unité du continuum social. *Il faudrait donc reconstruire la famille et l'Etat à partir de la région.* Reprendre le processus de différenciation à sa base (nature/société, civil/militaire, travail/capital), lui redonner son unité (société dans la nature et inversement, civil dans le militaire et inversement, travail dans le capital et inversement), le processus d'institutionnalisation à partir des régions où l'a interrompu l'intervention intempestive de l'armée des frontières. *Il est impératif de reprendre l'expérimentation sociale.* Se refuser à un tel processus, c'est s'enfermer dans une attitude défensive à l'égard des *stratégies adverses de partition*. En effet, « comprendre » (envelopper) les stratégies de partition et les prolonger pour leur donner un autre objectif est la stratégie gagnante. Elle utilise les ressources adverses pour d'autres objectifs auxquels elles sont assignées, elle transforme des faiblesses en forces pour rétablir de l'interdépendance et y progresser.

Mais encore faudrait-il que la région ait une juste appréciation de sa situation dans le monde pour être en mesure de penser et d'exécuter une telle stratégie. Ce qui n'est pas exactement le cas. On ne peut pas sauter par-dessus les rapports de force, il faut être en mesure de faire avec de la façon la plus profitable, la moins coûteuse.

L'Algérie a été exemplaire dans l'entame du processus de décolonisation, son exemplarité est mise à l'épreuve dans sa nouvelle phase avec l'ordre mondial non-westphalien qui se met en place. Derrière le programme de démocratisation, du monde arabe et musulman, se met en place une stratégie de partition de ses nations, de destruction des résistances populaires. Le monde arabe et musulman va voir s'affronter des forces centrifuges et des forces centripètes en vue de faire graviter ses territoires autour des nouvelles métropoles, qui en tant que vassaux, qui en tant que « bled siba ». Les nations dont les États ont été détruits par la force (Irak, Libye et Syrie) montrent que faute de ne pas s'y être préparées, faute de ne pas avoir déployé une telle stratégie de détournement, la capacité des régions à faire corps est empêchée par les ingérences extérieures. La force d'une nation réside dans la résonance qui existe entre ses différentes régions. Sa faiblesse réside dans leur séparation et leur dissonance. L'exacerbation de la compétition entre les grandes puissances menace la souveraineté des pays producteurs de matières premières, menace leur pouvoir de négociation. Il faut réfléchir pour l'Afrique et avec elle le mode d'insertion international que leur promettent une telle compétition et celui qu'elle désire.

Faire faire corps à des ensembles régionaux dans un ensemble national est le défi qui doit être relevé. Différents pôles qui résonneraient dans un seul corps, se développeraient dans l'interdépendance. Le rapport est de résonance et de complémentarité et non d'uniformisation. Les expérimentations collectives ne seront pas sans résonance, tout au contraire, elles devront résonner les unes dans les autres, être attentives l'une à l'autre, mutualiser les conquêtes, les succès. « Voici ce que nous avons réussi à faire, pouvez-vous en faire autant ? » peut-on se dire. Nous n'avons pas à imiter ceux trop éloignés de nous, que nous ne pouvons pas imiter et desquels beaucoup de choses nous échappent et nous séparent ; l'imitation fonctionne de proche en proche^[12] par le fait de l'irradiation d'un centre exemplaire. L'importation de l'étranger passerait par nos diasporas, des diasporas qui traduiraient deux mondes, l'un dans

l'autre, qui ne nous seraient pas devenues étrangères, qui sauraient ce que nous pouvons apporter au monde en échange de ce qu'il et elles nous apportent. Les enfants de nos enfants émigrés ne doivent pas changer de nationalité, mais servir deux nations. De ces diasporas dépendent, pour une partie, la qualité de notre relation au monde, c'est-à-dire la manière dont nous ferons l'expérience du monde et prendrons position par rapport à lui. L'autre partie sera notre part. Bref, d'elles et de la société, de leur rapport au monde, dépendra la qualité de notre appropriation du monde.

Un tel esprit n'a pas encore gagné notre société et nos diasporas, il a même reflué comparé à celui de nos premiers travailleurs émigrés (ils ne connaissaient pas encore le regroupement familial), des diasporas étrangères ont pourtant montré la voie. Notre diaspora doit apprendre des autres diasporas qui ont réussi leur relation au monde, et notre société de leur société avide de s'approprier le monde, comme l'a effectué celle qui a initié le mouvement de libération nationale. S'approprier le monde, se remettre dans son cours, au lieu d'être refoulé et dispersé sur ses marges, c'est retrouver un rapport au monde de la société et de sa diaspora, qui la mettra en mesure de remettre la société dans le cours du monde et le cours d'une expérience réussie.

POUVOIR, VOULOIR ET SAVOIR

Ce ne sont pas les idées qui dirigent le monde, le monde ne se soumet pas aux idées, c'est du cours des choses qu'une idée émerge et c'est à lui qu'elle retourne. On passe du réel au rationnel et inversement. Les processus qui affectent l'individu et l'action de l'individu dans le cours des choses ne passent qu'en partie par sa conscience et ne sont animés qu'en partie par une volonté indépendante ; *une volonté qui voudrait s'imposer au cours des choses ne fait que s'en éloigner.* Il en est de s'inscrire dans le cours des choses comme il en est d'atteindre ce que le philosophe appelle les « états optimaux » :

«... la plupart des états, physiques ou mentaux, que nous associons de près ou de loin à l'idée de bonheur ..., ont justement en commun cette propriété redoutable d'être mis en déroute par la simple tentative de les faire advenir de façon volontaire. ... Tout se passe comme si l'excès de conscience réflexive et le surcroît de volonté nous éloignaient irrémédiablement de la fin convoitée. Vouloir et pouvoir semblent se situer dans une relation directement antagoniste. ... j'en suis venu à m'intéresser de près aux processus qui affectent l'individu dans le cours de l'action, en prenant pour foyer d'attention les moteurs mêmes du changement, les ressorts et les ressources dont nous disposons souvent à notre insu afin de réaliser, en nous ou en autrui, ces états optimaux hostiles à l'intervention du vouloir. »^[13]

L'humanité ne tient pas son destin entre ses mains, elle ne transcende pas le cours des choses et ne le domine pas. L'humanité participe du cours des choses, elle ne l'agit pas plus qu'elle n'est agie. *La civilisation thermo-industrielle s'est longtemps crue dans la vérité, aujourd'hui elle continue à se mentir à elle-même malgré l'érosion de ses croyances.* Elle persiste dans son arrogance et surenchérit dans le mensonge. Les sociétés vieillissantes n'ont pas beaucoup le choix, elles sont attirées davantage par le passé que par l'avenir.

Pour se réapproprier le cours des choses, s'approprier le monde, il faut *faire confiance à la jeunesse*, à son désir d'être et d'exister dans le monde. Il faut faire confiance à sa capacité de capter l'esprit du temps, il faut l'aider à apprendre de ses erreurs. Car elle doit en faire pour apprendre. L'expérience des anciens compte, celle de ceux qui ont appris de leurs erreurs, pas celle de ceux qui voudrait diriger l'action de la jeunesse, persistent dans leurs erreurs et se croient dans la vérité. Les anciennes générations de la post-colonisation sont en train de refaire l'erreur de celles de la colonisation. Les unes étaient enfermées dans la situation coloniale, les autres dans la situation nationale. Le savoir des anciens est déjà dans la jeunesse, et celui des plus anciens qu'eux, qui n'est pas passé par l'éducation, mais par leur conduite et leurs dispositions dont ils n'ont eux-mêmes pas beaucoup conscience.

L'expérience postcoloniale est une expérience bousculée. On ne peut pas parler de transmission, celle-ci suppose une expérience stabilisée. *Entre l'expérience des anciens et la pratique des nouvelles générations, un hiatus s'est formé.* En même temps que s'achevait une expérience, une nouvelle radicalement différente démarrait. Un tel hiatus date du choc colonial, de la mise en rapport de deux sociétés radicalement hétérogènes. La période postcoloniale ne l'a pas comblé. Les deux sociétés continuent de s'exclure sans le savoir et par moments s'affrontent ouvertement. Notre relation au monde est trouble. Les anciens n'ont pas poussé les jeunes à s'approprier le monde, ils ont voulu les en protéger. Aussi la société prête-t-elle le flanc

au monde au lieu de l'embrasser. Nous sommes pris par un monde que nous craignons de prendre.

C'est en se saisissant de l'esprit du temps que la jeunesse pourra *revenir* sur l'expérience de ses aînés et de ses ancêtres, s'approprier ce qui en fera sa force et se défaire de ce qui peut en faire la faiblesse. De mon expérience bousculée d'enseignant, j'ai pu observer que l'on transmet plus sûrement ses défauts que ses qualités. Les unes ne vont jamais sans les autres. Les qualités doivent être suffisamment fortes pour subsister et faire oublier les défauts. Les qualités qui ne pourront pas subsister laisseront la place aux défauts qui s'accumuleront jusqu'à ne plus tenir.

Ce qui peut protéger la jeunesse de ses erreurs, faire de son droit à l'erreur un réel bénéfice, c'est une expérimentation large et diversifiée qui permette à chacun d'apprendre de ses erreurs, mais aussi de ses proches et de ses voisins. Notre société longtemps de civilisation orale ne peut bénéficier des avantages des sociétés de civilisation écrite pour se reposer de manière constante sur son histoire pour se réinterpréter. Elle a besoin de se penser en s'appuyant sur l'histoire des civilisations écrites. Ignorer leur histoire, c'est un peu la refaire sans le savoir et pouvoir le faire. Connaître leur histoire, emprunter et éprouver leurs gestes et conserver cet esprit farouche d'indépendance que nul ne peut nous contester. Il faut compter sur la foi de la jeunesse, son énergie et son désir d'apprendre et d'égaliser. C'est là une ressource inégalable, si la jeunesse ne méprise pas les ressources disponibles de l'expérience des civilisations écrites. Les préoccupations des jeunes sociétés et celles vieillissantes ne sont pas comparables, les unes se préoccupent de construire un récit national, les autres de s'approprier le monde. Compatibles, les préoccupations unissent ; disparates, elles séparent.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'humanité vit enveloppée dans le mensonge, dans le déni de réalité et va dans la surenchère. Sa relation au monde se dégrade, le cours des choses lui échappe et se retourne contre elle. Elle prend la direction d'une impérialisation/vassalisation brutale.

Dans un récent livre, *l'art de la paix*, Bertrand Badie^[14], professeur de relations internationales, s'efforce de sortir de la dialectique occidentale de la guerre et de la paix, de libérer la paix de la guerre, mais il n'en sort pas vraiment. Il ne rejette pas la dichotomie de la paix et de la guerre, il veut soustraire la paix à la sujétion de la guerre. *Il relève que la pensée occidentale a, de son histoire, fait dériver la paix de la guerre, ce qu'elle continue de faire sans se rendre compte que la guerre ne conduit plus à la paix.* Il voudrait séparer l'art de la paix de l'art de la guerre, voudrait substituer l'art de la paix à celui de la guerre et ne voit pas qu'ils se complètent. Que l'un ne peut se séparer de l'autre, que sous la paix la guerre veille toujours et inversement. On comprend qu'il veuille convaincre que la guerre ne mène plus à la paix, mais à des destructions. Mais il est encore dans l'art de la guerre occidental. Il ne prend pas l'art de la guerre de Sun Tzu selon lequel il faut gagner la guerre avant de la déclarer. Une guerre se fait à deux. La paix, c'est comme la guerre sans la faire, à moins de supposer le rapport de force absent de la dynamique sociale et historique, à moins de vider la vie de la compétition. C'est la transformation, le renversement du rapport de forces sans destructions massives, c'est comme la destruction créatrice de Schumpeter. Bertrand Badie n'oppose pas l'art de la guerre de Sun Tzu à celui occidental de Clausewitz. Il va chercher un art de la paix à partir des prémices occidentales. Israël applique l'art de la guerre à la Clausewitz : détruire ses ennemis musulmans. Par la guerre sur Gaza, il veut dire à ces peuples voisins qu'ils devraient mieux désirer la paix d'Israël que leur destruction. Ce que ne voit pas Israël, c'est qu'il est en train de se déporter hors du cours de l'histoire : ceux qui déclarent la guerre, ne sont plus ceux qui gagnent la paix. Ce que semble voir plutôt Israël, qu'il a là, historiquement, une dernière chance pour faire disparaître la question palestinienne et pousser plus en avant le processus de vassalisation de certains régimes arabes. Je ne crois pas qu'Israël soit dans le cours des choses, il peut bien écraser la région, l'enfoncer dans des guerres civiles, mais son destin ne tient pas seulement dans son seul rapport au Moyen-Orient. Il peut lui arriver ce qu'il n'a pas prévu, d'où il n'a pas prévu, par son effort pour configurer le rapport de forces dans la région en sa faveur. Vaut-il mieux pour les USA, par exemple, compter sur Israël que sur l'Arabie saoudite pour triompher de la compétition avec la Chine dans la région ?

Montrer à celui qui veut faire la guerre qu'il a plus à perdre qu'à gagner, là est tout autant l'art de la guerre que l'art de la paix. Montrer aux Américains qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner, c'est ainsi que les Chinois feront abandonner aux Américains leur désir de partir en guerre contre leur rival systémique. Et c'est la leçon que commence à administrer

Trump au peuple américain : à trop vouloir du pouvoir d'achat mondial, ils en perdront davantage, à trop vouloir se réindustrialiser, ils subiront l'inflation. Mais cela pourrait être bien en partie l'objectif du nouvel empire : faire accepter la baisse du pouvoir d'achat américain pour cause de compétition mondiale et non comme dessein du nouvel empire. C'est la baisse du pouvoir d'achat mondial que refusent les consommateurs qui pousse les régimes politiques à l'illibéralisme.

Se réapproprier le cours des choses c'est sortir du déni de réalité, c'est sortir des enfermements du passé. L'histoire se répète pour ceux qui sont tombés dans ses trappes. Une nouvelle page s'écrit pour ceux qui entrent dans un nouveau cycle. Tourner la page de la colonisation avec ceux qui veulent la tourner et écrire avec eux une nouvelle page et combattre ceux qui veulent la répéter. Attendre ceux qui ne veulent pas la tourner, c'est accepter de rester dans la trappe avec eux.

Le monde n'appartient pas aux anciennes puissances, il s'appartient. Il a sa propre dynamique qu'il faut prévoir. Être dans son cours, c'est renoncer à l'art de la guerre qui n'est pas à la fois un art de la paix. C'est renoncer à une transformation violente des rapports de forces, c'est adopter la stratégie des transformations silencieuses. Comprendre que celui qui déclare la guerre a déjà perdu.

Nous sommes face à deux impératifs : d'abord revoir notre rapport au monde qui est d'opposition et de complémentarité. Tout dépend de la qualité de cette opposition et de cette complémentarité. Avec la France, est en train de se reproduire le rapport colonial. Par notre diaspora, nous sommes inscrits dans le monde. Elle devrait traduire un rapport de coopération entre nous et le monde. Mais il faut être deux pour coopérer. Un déni de réalité par l'un des partenaires (en général le fort devenu faible) peut transformer l'art de la paix du second (en général du faible devenu fort) en art de la guerre par le premier. On n'évite pas toujours la guerre, le piège de Thucydide ; la paix la termine ou la laisse perdurer.

Une stratégie de la paix qui soit aussi de la guerre nous oblige à faire *face à une stratégie néocoloniale de partition de la manière la moins attendue* en utilisant l'énergie et les ressources d'une telle stratégie pour aller au-delà de leur objectif assigné. Ce qui compte ce n'est pas comment on commence – on n'a souvent pas le choix –, mais comment on termine. Ce qui signifie accumuler dans le cours des choses en ayant l'air de se laisser (dé)posséder. À l'exemple de la Chine qui a travaillé pour le consommateur occidental afin d'accumuler le savoir-faire des entreprises occidentales. De gré à gré, on ne peut pas recevoir (des riches) sans (leur) donner. Le tout est dans la plus-value, la différence entre ce qu'ils nous donnent et ce que nous en obtenons. Les Occidentaux peuvent crier aujourd'hui au voleur, après avoir vu ce qui a été obtenu de ce qu'ils ont donné. De donner ce que l'on a, donne l'avantage du terrain, l'usage de ressources locales et une valorisation des ressources rares. *Une simple opposition frontale à la stratégie néocoloniale ne peut suffire.* Il faut répondre à la stratégie de guerre (à la Clausewitz) par une stratégie de paix (à la Sun Tzu). Elle peut procurer des ressources immédiates, des ressources subjectives en particulier, qui ne pourront hélas pas remplacer les ressources objectives qu'il aura fallu déployer ni les accroître.

De ces dispositions à l'égard du monde, il faut ensuite réussir à *inscrire nos productions dans des chaînes de valeur mondiales prometteuses*. Productions à partir desquelles nos savoir-faire peuvent s'étendre, nos ressources se diversifier, afin de pouvoir faire face aux stratégies néo-impériales de vassalisation des alliés et de désintégration des nations prolétaires. Les anciens pays colonisés vont voir leur pouvoir de négociation mis à l'épreuve par des stratégies et des mouvements de partition. On peut donner en exemple le constructeur de voitures électriques chinois BYD qui a développé sa chaîne de valeur à partir des batteries électriques. À partir des batteries électriques, il a constitué la chaîne de valeur qui va des métaux rares aux voitures électriques. En choisissant une activité nous choisissons une chaîne valeur et une place qui nous permettra d'y progresser ou d'y régresser. Une place d'autant plus chère qu'elle instaure une chaîne de valeur prometteuse. Nous avons besoin de l'imagination d'une jeunesse instruite du savoir du monde, elle a besoin d'un champ d'expérimentation fiable. C'est notre seule chance contre les esclavagistes modernes.

Notes :

^[12] C'est aux sociologues Gabriel Tarde (l'imitation) et Harnut Rosa (résonance) que l'on peut ici renvoyer.

^[13] Cité par Romain Graziani. *L'usage du vide. Essai sur l'intelligence de l'action, de l'Europe à la Chine*. Gallimard. 2019.

^[14] Flammarion. 2024.

Sétif

Quand des promoteurs sortent du lot



El yazid Dib

Depuis bien des années, le pays, confronté à la demande pressante de logements, avait opté pour la libération du marché immobilier. L'on avait, à l'époque tout essayé, du modèle yougoslave, du simple social, de l'habitat rural, de l'auto-construction, des réserves communales foncières, des lots marginaux au clos et couvert, du social participatif au promotionnel aidé jusqu'à l'AADL aux chiffres infinis.

La marge du secteur privé devenait peu à peu une phase d'accession à un certain confort. La promotion immobilière faisait une entrée fracassante pour s'installer d'abord sur des assiettes publiques, puis s'étalait sur des terrains privés du surcroît dans le noyau central de la ville. Sétif était pris pour un site pilote, pour des raisons non seulement d'accroissement de la demande mais surtout celles de la disponibilité des moyens de réalisation et de la compétence et la célérité des acteurs du bâtiment.

Les premiers promoteurs privés, déjà ancrés professionnellement et parfois familièrement dans l'acte de bâtir, pour avoir réalisé d'innombrables projets d'institutions publiques, d'entre logements sociaux, édifices administratifs et scolaires ; venaient d'ouvrir la voie à toute une faune no-

vice et néophyte qui s'est reconvertie par un tour de magie, sans art ni égard en promoteurs potentiels. Elles lorgnaient les plus beaux quartiers de la ville en quête d'une belle villa tombée en décrépitude ou litige d'un héritage. Des monstruosité naissaient, surchargées de gadgets, de chinoiserie et démunies de tout charme urbanistique. L'on ne parle alors plus de prouesses d'architecture, mais d'anarchitecte. Du n'importe quoi, en somme. Les cités-phares de la ville, les Cheminots et Bon marché, sont devenues de simples ruelles étroites à plusieurs bâtiments. Soit, des zones non plus résidentielles, mais résiduelles collectives. Plus de jardins, plus de pins, plus de lilas, plus de ferronnerie d'art, tout a été remplacé par le brut barreaudage, le plexiglas, l'aluminium et la fausse tuilerie. En plus de l'esprit rutadin qui règne dans ces habitacles; les garages commerciaux ont supplanté la quiétude et le bon vivre. C'est cela en fait la prémonition immobilière foncièrement spéculative.

L'astuce pour détourner la réglementation en la matière va consister à déclarer faire une «habitation individuelle», avec, pardon R+4, sous-sol et grenier habitable !

Par contre, les pionniers sétifiens dans ce créneau persévèrent à accomplir avec brio leur œuvre. Des logements haut standing, des centres com-

merciaux hight, à l'exemple du Parc-Mall et Centre Errais aux demeures pavillonnaires personnalisés.

L'on notera que sans ces leaders, bâtisseurs invétérés que sont notamment Abderrahmane Rais-Essemeche, Ammar Seklouli, Rachid Khenfri, Hacène Touati; la ville aurait été une agglomération hybride de ciment et de béton dépourvue d'innovation. En termes d'innovation justement et ce qui attire l'œil de l'observateur, c'est ce mode de panneaux de façade en style new-classique que vient d'installer Rais-Essemeche dans sa nouvelle œuvre promotionnelle sise au centre-ville, à côté de Ain Fouara et de Ain Droudj. En l'état, cette frénésie immobilière n'est pas propre à Sétif, elle a touché le cœur de toutes les grandes villes. Canastel à Oran, Hydra et son Val à Alger, Annaba et son littoral n'ont pas été épargnés par cette controverse.

Skikda

Séisme de 3,4 degrés

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistré, samedi, dans la wilaya de Skikda à 01h42, a annoncé le Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 07 km au Nord de Collo en mer, a précisé la même source.

Constantine

Deux nouvelles salles de soins pour Ouled Rahmoune

Le secteur de la santé s'est renforcé dans la commune d'Ouled Rahmoune, dans la wilaya de Constantine, par deux nouvelles salles de soins, selon les services de la wilaya.

Une enveloppe financière de plus de 50 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces 2 structures de santé dont une doit être mise

en service «incessamment», tandis que les travaux de réalisation de la deuxième salle de soins viennent d'être lancés, a indiqué la cellule de communication de la wilaya.

Selon la même source, la salle de soins dont les travaux ont été achevés est implantée dans la localité de Laziz Belkacem, alors que l'autre structure

similaire est en cours de réalisation au village Boudjemaâ Badaoui.

La réalisation de ces deux salles de soins s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement dans le but de rapprocher le service de santé des citoyens conformément aux orientations des pouvoirs publics, a ajouté la même source.

El-Meghaier

Plus de 29.500 comprimés psychotropes saisis

Les unités de la Gendarmerie nationale ont saisi plus de 29.500 comprimés psychotropes dans la wilaya d'El-Meghaier et arrêté un suspect, a indiqué, vendredi, un communiqué de ce corps de sécurité.

"Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale

d'Oum Touyour, ont découvert, à l'issue du contrôle et de la fouille d'une voiture en provenance de l'une des wilayas du Sud sur la RN 46 A, reliant les wilayas d'El-Meghaier et d'Ouled Djellal, une quantité de 29.500 comprimés Prégabaline, soigneusement dissimulée sous le cof-

fre arrière du véhicule», précise la même source. Lors de la même opération, une somme de 25 millions de centimes a été saisie, outre l'arrestation du propriétaire du véhicule et son transfert au siège de la brigade pour poursuivre l'enquête, selon la même source. Après l'enquête, le mis en cause sera présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Meghaier, conclut le communiqué.

Alger

Saison estivale et Aïd mobilisent

Le Conseil exécutif de la wilaya d'Alger s'est réuni pour examiner de nombreux dossiers importants, notamment en ce qui concerne les préparatifs des examens scolaires nationaux, de l'Aïd El-Adha et de la saison estivale, selon un communiqué des services de la wilaya.

A cette occasion, le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, qui a présidé la réunion, a insisté sur la nécessité de renforcer les moyens logistiques au sein des centres d'examen et de correction, appelant à une coordination entre tous les acteurs concernés afin d'assurer le bon déroulement des épreuves, de veiller à la propreté des abords des établissements éducatifs et d'effectuer des sorties d'inspection périodiques avec la commission de wilaya chargée du suivi des préparatifs.

En prévision de l'Aïd El-Adha, M. Rabehi a souligné l'importance d'organiser l'acheminement des ovins depuis les sites de regroupement vers les points de vente, d'éviter la vente anarchique, de fixer des points de vente étudiés, et de lancer une campagne de sensibilisation pour la collecte des peaux des bêtes de sacrifice, conformément aux principes de l'économie circulai-

re. S'agissant de la saison estivale, le wali a mis l'accent sur l'accélération des opérations d'aménagement, dont l'installation de pompes à eau, la réhabilitation des bassins d'assainissement et le renouvellement des canalisations.

Il a également insisté sur l'aménagement des parkings en coordination avec l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU), la pose des panneaux de signalisation afin de garantir la sécurité des estivants, ainsi que l'éclairage nocturne de l'ensemble des plages.

Le wali a, en outre, préconisé d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable et l'aménagement des espaces verts et des jardins, outre l'élaboration d'un programme récréatif et culturel pour toute la durée de la saison estivale.

Afin de garantir la qualité des eaux de baignade, la Directrice de l'environnement a présenté un exposé détaillant les différentes analyses périodiques des eaux des plages, dans le but de s'assurer de leur conformité aux normes sanitaires, et ce, en coordination avec l'Etablissement public de l'hygiène urbaine et de la protection de l'environnement (HUPE).

Médéa

Plus de 3 milliards de dinars pour des projets

Une enveloppe de 3,3 milliards de DA est consacrée par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGS-CL), au titre de l'exercice 2025, pour le financement de pas moins de 278 projets au profit des 64 communes de Médéa, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

Sur ce nombre, 231 projets sont en cours d'exécution ou en phase de lancement et pour lesquels un montant de 2,2 milliards de DA a été injecté pour leur concrétisation, soit 83% de l'enveloppe budgétaire globale provenant de ce fonds, a-t-on indiqué.

Le reste des projets sera lancé dès la finalisation des procédures administratives inhérentes au choix des entreprises de réalisation et qui

devrait intervenir dans les tous prochains jours, a-t-on fait savoir de même source, précisant que des instructions ont été données par le wali, Djillali Doumi, aux élus locaux lors d'une réunion consacrée à ce sujet pour accélérer la mise à exécution des projets inscrits.

Les projets financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales couvrant les domaines de l'alimentation en eau potable (AEP), l'assainissement, l'ouverture et l'aménagement de pistes desservant des zones rurales, l'électrification des villages et hameaux enclavés et le raccordement en gaz de certaines agglomérations urbaines secondaires non touchées par le programme national de raccordement en gaz naturel, a-t-on souligné.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 dhou el qida 1446				
El Fedjr 03h55	Dohr 12h45	Assar 16h34	Maghreb 19h55	Icha 21h29



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

20 dhou el qida 1446				
El Fedjr 03h43	Dohr 12h31	Assar 16h20	Maghreb 19h41	Icha 21h14



Sonelgaz Es-Sénia poursuit son programme de développement 304 investisseurs raccordés à l'énergie électrique et gazière

K. Assia

La direction de distribution de la société Sonelgaz Es-Sénia a raccordé 197 opérateurs au réseau électrique et 107 au gaz de ville soit un total 304 investisseurs, apprend-on auprès de Mme Fellahi Fatima, responsable de la direction de la communication et de l'information à Sonelgaz Es-Sénia. Cette opération initiée conformément aux instructions des pouvoirs publics contribue au développement économique de la région et répond aux attentes des investisseurs. Ainsi, d'importants moyens et matériels ont été mobilisés pour concrétiser ces projets dans les délais et répondre ainsi aux besoins des opérateurs économiques implantés dans les zones industrielles et les zones d'activités relevant de la compétence de cette direction qui, rappelons-le, coiffe 24 communes. A cela viennent s'ajouter les différents projets de développement local à l'exemple des stations de pompage d'eau. Ces opérations très attendues ont permis de concrétiser et de lancer de nombreux projets économiques dont l'impact sera considérable tant au plan local que national. Parmi

ces opérations finalisées, le raccordement de la zone industrielle de Taфраoui à un réseau de moyenne tension de 4 kilomètres et l'installation de plus de 16 km de réseau de moyenne tension dans la nouvelle zone industrielle de Bethioua, l'installation de 5,05 km de canaux gaziers dans la zone d'activités d'Oued Tlélat, celle-ci avait bénéficié en 2024 de l'énergie gazière. Pour ce qui est de la zone industrielle d'Es-Sénia, celle-ci a été raccordée à un nouveau réseau gazier d'une longueur de 0,890 km, et ce, pour améliorer la qualité de service et assurer une distribution de gaz de qualité. D'autre part, un numéro vert a été mis en place pour recevoir, guider et accompagner les investisseurs, notamment en ce qui concerne l'orientation, après les visites de terrain effectuées par les équipes techniques sur les sites d'activités.

Par ailleurs, un nouveau centre de transformation de l'énergie électrique a été mis en service dans la commune de Misserghine par la direction de Sonelgaz Es-Sénia. Ce projet visant à améliorer la qualité et à la stabilité du courant électrique dans cette zone a été effectif après que tous les travaux de réa-

lisation notamment techniques ont été achevés. L'opération permet également selon la responsable de l'information le raccordement de projets futurs notamment dans le secteur de l'habitat, de l'industrie ou dans le domaine agricole. A vrai dire, ce nouveau centre de transformation souligne la politique initiée par Sonelgaz à accompagner les différents projets lancés par les pouvoirs publics et aussi le développement économique et l'expansion démographique que connaissent ces nouvelles zones.

Dans ce registre, on saura que ce nouveau centre va alimenter la zone des 3000 logements d'El Hassi, Haï 193 logements allant du bloc 60 à 68 à Aïn El Beïda, Haï 900 logements, 2000, 4000, 3000 et 2000 logements à Misserghine en plus du site 18 logements, le site AADL3 et tous les environs. D'autre part, en ce qui concerne cette nouvelle acquisition, on apprend également qu'il a été doté des équipements de haute technologie et a une capacité de 40+2 mégavolt-ampères de sorte qu'une opération de son extension est prévue dans le programme de la direction et ce en fonction des besoins exprimés.

Rencontre à Bir El Djir La commune et l'éducation unissent leurs efforts pour les écoles primaires

J. Boukraa

Une réunion de coordination a été tenue fin de semaine au profit des directeurs des écoles primaires de la commune de Bir El Djir. Cette rencontre, organisée en coordination entre la Direction de l'éducation et l'Assemblée populaire communale de Bir El Djir, a été présidée conjointement par le directeur de l'éducation Oublaïd Abdelkader et le président de l'APC. L'ordre du jour de cette rencontre a porté principalement sur les moyens de prise en charge des préoccupations soulevées par les directeurs d'école, notamment l'accès à l'internet, les travaux de réhabilitation, ainsi que la mise à disposition des moyens nécessaires au bon déroulement des activités pé-

dagogiques et à une gestion efficiente des établissements.

Le directeur de l'éducation a salué les efforts constants de la commune en matière d'amélioration des conditions de scolarisation dans les écoles primaires. De son côté, le président de la commune de Bir El Djir a présenté à la communauté éducative les principales opérations de développement en cours, ainsi que les enveloppes budgétaires allouées dans le cadre de la prise en charge des besoins des écoles primaires.

Il a ensuite été procédé à l'ouverture du débat, permettant aux directeurs d'exprimer librement leurs doléances, qui ont principalement porté sur l'absence d'internet dans certains établissements, le manque de certains

équipements pédagogiques et de fournitures administratives, ainsi que le besoin de maintenance et de travaux de réfection dans quelques écoles. Le maire s'est engagé à prendre en charge l'ensemble de ces préoccupations, jugées raisonnables et réalisables.

Notons que le rencontre a vu la participation des cadres municipaux, des chefs de services de la direction de l'éducation, des inspecteurs de l'administration des écoles primaires ainsi que l'inspecteur de la restauration scolaire. Tous les participants ont convenu de la nécessité d'une collaboration étroite entre les différentes parties prenantes, chacun depuis sa position, pour hisser l'école primaire à la hauteur de ses missions éducatives fondamentales.

Hausse alarmante du cancer colorectal L'EHU renforce la formation des chirurgiens pour une meilleure prise en charge

J. Boukraa

Le service de chirurgie générale de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) 1^{er} Novembre 1954 à Oran a enregistré une hausse préoccupante du nombre d'interventions chirurgicales hebdomadaires liées au cancer colorectal, passant de deux ou trois cas il y a vingt ans à cinq à six patients opérés chaque semaine aujourd'hui. Ce constat alarmant, qui reflète une tendance nationale inquiétante, a été au centre d'une journée d'étude et de formation organisée jeudi sous la supervision du Professeur Omar Tiloua, en collaboration avec la Société Algérienne de Chirurgie Générale (SACG). L'événement, encadré par le Professeur Nourredine Chadli, chirurgien général à l'EHU d'Oran et vice-président de la SACG pour la région Ouest, a rassemblé un grand nombre de spécialistes venus de diffé-

rentes wilayas du pays, dans le but de renforcer la formation continue des médecins, améliorer la prise en charge des cas complexes et échanger les expertises autour des approches chirurgicales les plus récentes.

Dans son intervention, le Professeur Chadli a tiré la sonnette d'alarme face à la progression rapide du cancer colorectal en Algérie, soulignant que ce dernier ne touche plus seulement les personnes âgées entre 60 et 70 ans, mais atteint de plus en plus des tranches d'âge plus jeunes, entre 30 et 40 ans. Il a insisté sur la nécessité de lancer une étude épidémiologique nationale afin d'identifier les facteurs de risque, comprendre les mécanismes de cette évolution et mettre en place des stratégies efficaces de dépistage précoce et de prévention. Ce jour de formation s'est distingué par une méthode pédagogique interactive et innovante, centrée sur la présentation et la discussion de

cas cliniques réels, permettant un échange scientifique riche entre professeurs, spécialistes et médecins résidents.

Plusieurs thématiques essentielles ont été abordées au cours de cette rencontre, notamment les cancers digestifs, les urgences chirurgicales, la chirurgie des hernies et la chirurgie hépatobiliaire, dans un esprit de collaboration et de mise à jour continue des connaissances. Le Professeur Chadli a conclu en affirmant que la lutte contre le cancer colorectal impose une mobilisation nationale, une coordination renforcée entre les différentes disciplines médicales, ainsi que la mise en œuvre d'actions de sensibilisation et de prévention, tout en saluant la richesse des échanges et le haut niveau scientifique de cette journée qui, selon lui, a contribué à faire évoluer la pratique chirurgicale au service de la qualité des soins en Algérie.

Pour répondre aux besoins de l'environnement social et économique Les doctorants appelés à orienter leurs recherches



Le recteur de l'Université d'Oran 2 «Mohamed Benahmed», le professeur Ahmed Chaâlal, a souligné l'importance pour les doctorants d'orienter leurs travaux et recherche afin de répondre aux besoins de l'environnement social et économique et de s'inscrire dans les efforts de développement.

Dans son allocution à l'occasion du lancement officiel de la formation doctorale pour l'année universitaire 2024-2025 à l'Université d'Oran 2, le même responsable a estimé qu'il est désormais crucial pour les nouveaux doctorants de s'engager dans la démarche des hautes autorités du pays visant à faire de l'université et de la recherche scientifique un moteur du développement national, et ce, quels que soient leurs domaines de formation, afin de répondre aux exigences de leur environnement social et économique.

Il a également mis en avant les efforts de l'Etat pour créer une harmonie entre la formation universitaire post-graduée et les besoins des secteurs économique et social, soulignant que les résultats des mémoires de fin d'études doivent avoir une valeur scientifique, éco-

nomique et sociale contribuant au développement local et national. Le professeur Ahmed Chaâlal a appelé les nouveaux doctorants à fournir tous les efforts nécessaires pour élever le niveau de l'université algérienne, en formant des étudiants capables de réaliser des recherches scientifiques innovantes, de qualité, et de produire des brevets d'invention. Il a précisé que leurs travaux, publiés dans des revues et plateformes scientifiques internationales, contribueront sans aucun doute à améliorer la visibilité et le classement de leur établissement universitaire.

Il est à noter que l'Université d'Oran 2 «Mohamed Benahmed» a ouvert 38 postes de doctorat pour l'année universitaire 2024-2025, dont 30 en langue anglaise, 5 en comptabilité et 3 en génie industriel, selon le même responsable. Les doctorants suivront, cette année, comme les années précédentes, des matières telles que la philosophie, l'anglais, et les technologies de l'information et de la communication. De nouvelles matières ont été ajoutées, telles que les techniques de programmation moderne et les outils de l'intelligence artificielle.

Effondrement partiel d'un ancien bâtiment Le pire évité de justesse à El Ançor

J. Boukraa

Le pire a été évité de justesse à la commune d'El Ançor, relevant de la daïra d'Aïn El Turck, suite à l'effondrement partiel du plancher d'un ancien dispensaire, occupé depuis des années par trois familles. Le sinistre s'est produit en fin de journée, vendredi, au moment où les familles étaient présentes dans les lieux. Par miracle, aucune victime n'est à déplorer et aucune blessure grave n'a été signalée, mais la peur a été grande parmi les habitants. Cette bâtisse, datant de l'époque coloniale, présentait des signes de dégradation. L'humidité, l'usure des

matériaux, l'absence d'entretien ont fini par fragiliser davantage la structure, jusqu'à cet effondrement qui aurait pu tourner au drame.

Alertés dans l'urgence, le chef de daïra d'Aïn El Turck s'est déplacé immédiatement sur les lieux afin de constater l'état de la bâtisse et rassurer les familles touchées, a indiqué la daïra. Une inspection sur place a permis d'évaluer l'ampleur des dégâts et de prendre les premières mesures de sécurité. Les autorités ont réaffirmé leur engagement à trouver, dans les plus brefs délais, des solutions concrètes en soulignant que la sécurité des citoyens demeure une priorité.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

MOKHTARI Missoum, 63 ans, Oran
CHAFI Brahim, 70 ans, Oran
BENARMAS Nourredine, 58 ans, Oran
AIT ALAOUYA Fatima, 85 ans, AADL

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 dhou el qida 1446				
El Fedjr 04h16	Dohr 13h00	Assar 16h48	Maghreb 20h08	Icha 21h41



Chlef

Moutons importés : un troisième navire accoste au port de Ténès

Un navire transportant près de 12.000 têtes de moutons a accosté, vendredi au port de Ténès, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation des moutons pour l'Aïd El-Adha. Il s'agit du 3e bateau du genre à accoster au port de Ténès. Il transporte 11.967 têtes d'ovins importés, qui seront mises en quarantaine puis commercialisées à travers les points de vente répartis sur l'ensemble du territoire de la wilaya, selon la Direction des services agricoles.

Sur place, les équipes vétérinaires

ont procédé à l'inspection du navire, ensuite elles ont procédé au déchargement de sa cargaison et au transfert des bêtes via un nombre important de camions vers les sept zones de quarantaine, comme celle de Houaouara dans la commune de Boukadir, a indiqué la direction.

Le port de Ténès a reçu, au cours des derniers jours, deux navires transportant plus de 24.000 têtes de moutons importées (plus de 12.000 têtes par navire), qui ont été placées en quarantaine puis commercialisées via des points de ven-

te répartis sur toute la wilaya.

Les points de vente des moutons de l'Aïd dans la wilaya sont représentés par la ferme Aichouba, dans la commune de Chlef, l'entrepôt de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la commune de Ténès, la ferme Abdoune Djilali à Oued Fodda, la ferme Si El Baroudi à Boukadir, la ferme Si Mbareki à Aïn Mrane, la ferme Si Yahi à Medjadja, la CCLS de la commune d'Ouled Ben Abdelkader, ainsi que les fermes Si El Menouer et Si El Khadim dans la commune d'Abou El Hassan.

Un atelier de fabrication de cartouches pour fusils de chasse démantelé

Abbad Miloud

Les éléments de la brigade de lutte contre la criminalité du service de la police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya de Chlef ont démantelé, récem-

ment, un réseau composé de trois individus qui avaient un atelier fabrication de cartouches pour fusils de chasse sans aucune autorisation. Les policiers ont arrêté les trois suspects et saisi, entre autres, 675 car-

touches pour fusils de chasse, 2 véhicules, 1100 capsules, des objets servant à la fabrication de cartouches.

Les trois mis en cause ont été présentés au procureur de la République du tribunal de Boukadir.

Timimoun

La production de céréales en hausse

La campagne moisson-battage pour l'actuelle saison agricole (2024-2025) a été officiellement lancée jeudi dans la wilaya de Timimoun, selon la direction locale des services agricoles (DSA). A Timimoun, la récolte devrait atteindre 900.000 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, soit une hausse estimée à 25% par rapport à la saison précédente, a précisé le directeur du secteur, Rafik Benmansour. Cette hausse s'explique par l'extension des surfaces emblavées, qui s'élèvent désormais à 10.377 hectares (ha), contre 8.377 ha lors de la dernière saison, a-t-il expliqué.

Cette évolution positive est due aux résultats des missions de vulgarisa-

tion agricole menées auprès des céréaliculteurs, notamment en matière de respect du parcours technique, d'accès aux avantages offerts par l'Etat et de résolution des difficultés entravant leur activité, a-t-on souligné. Pour assurer le bon déroulement de la campagne moisson-battage à Timimoun, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels, dont 44 moissonneuses et 69 camions, a fait savoir le directeur de la CCLS, Mohamed-Tahar Belmir.

Et d'ajouter que toute la récolte céréalière, qu'elle soit destinée à la consommation ou à la densification

des semences, sera acheminée vers les centres de stockage situés dans les périmètres agricoles d'Aougroute et M'guiden.

Lors de la cérémonie de lancement de la campagne dans une exploitation agricole à M'guiden (200 km du chef-lieu de wilaya), le wali de Timimoun, Souna Benamar, a souligné une amélioration du rendement par rapport à l'an dernier.

De son côté, la directrice des équipements publics (DEP) de la wilaya, Samia M'hamed Bouzina, a annoncé que sur neuf centres de stockage des céréales en cours de réalisation, deux seront réceptionnés avant fin mai courant, tandis que les autres seront livrés en juin prochain.

Adrar

Départ du premier groupe de pèlerins

Le premier contingent de pèlerins a pris le départ, vendredi après-midi, depuis l'aéroport Cheikh Sidi Mohamed Belkebir d'Adrar en direction des Lieux Saints de l'Islam en Arabie Saoudite, pour la saison du Hadj 1446/2025.

Composé de 247 hadjis, issus des wilayas d'Adrar et de Timimoun, ce groupe a été salué à son départ par les autorités locales avant d'embarquer à bord d'un avion de la compagnie aérienne nationale Air Al-

gérie, a souligné le représentant de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Abdelkalek Gasbaoui.

Toutes les mesures nécessaires ont été prises par les services de la Police aux frontières et des Douanes algériennes, en coordination avec divers secteurs, institutions et acteurs de la société civile, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération.

Par ailleurs, de nombreux hadjis approchés par l'APS ont exprimé

leur satisfaction quant aux conditions d'organisation et aux moyens humains et matériels mobilisés. Ils ont également salué la décision des hautes autorités du pays d'organiser des vols directs au départ de l'aéroport d'Adrar pour le transport des pèlerins. Au total, quatre vols sont programmés pour transporter 1.013 hadjis des wilayas précitées vers les Lieux Saints de l'Islam dans le cadre de la saison 1446/2025.

El Bayadh

Des projets pour El Abiodh Sidi Cheikh

Les communes d'El Abiodh Sidi Cheikh et d'Arbouat ont bénéficié de nombreux projets de développement, qui ont fait l'objet de lancement, de visite d'inspection et de suivi, jeudi, par le wali d'El Bayadh, Nourredine Belaribi. Dans ce cadre, le wali, accompagné du wali délégué d'El Abiodh Sidi Cheikh, Mouadene Abderrabi, a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de 200 logements publics locatifs dont la durée d'exécution est fixée à 12 mois. Il a également inspecté l'avancement des travaux de deux autres projets de 140 et 100 logements du même type dans la commune d'El Abiodh Sidi Cheikh.

Dans cette même commune, le coup d'envoi a été donné pour les travaux d'aménagement urbain, de revêtement des routes et d'extension du réseau d'assainissement dans plusieurs quartiers. Le wali a également inspecté les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement dans les quartiers "Ed-Dakhilia" et "Chouhada

2", ainsi que le lancement des travaux de réalisation d'un espace récréatif et d'un espace vert à l'entrée de la ville.

Le wali a aussi visité les chantiers de deux écoles primaires et d'un collège dans les quartiers des 1.520 et 1.360 logements publics locatifs, ainsi qu'un centre de soins polyvalent dans le quartier des 1.300 logements.

Par ailleurs, il a inspecté les projets de réalisation d'un centre de stockage de céréales de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux, du nouveau siège de la daïra d'El Abiodh Sidi Cheikh, ainsi que d'un poste de Sûreté urbaine dans le quartier des 1.520 logements. Dans la commune d'Arbouat, relevant de la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh, le wali a donné le coup d'envoi des travaux d'extension du réseau d'assainissement dans les quartiers d'Arbouat Tahtani, ainsi que des travaux d'aménagement urbain dans les quartiers de Beldiar Mohamed et Hallouz Tadj.

Saïda

Deux opérations chirurgicales complexes réalisées

Deux opérations complexes de pose d'un os crânien artificiel ont été réalisées avec succès à l'hôpital public "Ahmed Medeghri" de Saïda, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement de santé. Selon la même source, les deux interventions ont été effectuées, jeudi dernier sous la supervision d'une équipe médicale spécialisée, sur deux patients âgés de 19 et 42 ans au niveau du service de neurochirurgie, dans le cadre de procédures de cranioplastie (reconstruction du crâne) et ont été couronnées de succès. La réalisation de ces opérations constitue une avancée supplémentaire dans les efforts déployés par les équipes médicales de la wilaya de Saïda, "afin d'assurer une meilleure prise en charge des

patients et de leur éviter le déplacement vers d'autres wilayas, notamment après l'ouverture du service de neurochirurgie dans le même établissement", a-t-on souligné. Il est à rappeler que ce service a été réalisé, au début du mois de mai en cours, 30 interventions chirurgicales réussies en neurochirurgie pédiatrique, dans le cadre de journées chirurgicales organisées par l'hôpital public "Ahmed Medeghri" de Saïda. Par ailleurs, plus de 150 interventions chirurgicales ont été pratiquées au sein de cet établissement au cours de l'année écoulée, dans plusieurs spécialités telles que la chirurgie orthopédique, la chirurgie générale, l'urologie, l'oto-rhino-laryngologie (ORL) et les malformations congénitales.

Bordj Badji Mokhtar

Routes et établissements scolaires en chantier

Plusieurs opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été retenues en faveur de la commune frontalière de Timiaouine, dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, susceptibles de répondre aux attentes des citoyens de cette collectivité frontalière, selon les services de la wilaya.

Parmi ces projets inspectés par les autorités de la wilaya, l'entretien des voies urbaines, la réalisation de trottoirs et espaces verts à travers les cités du 1er novembre, Abdelkader Al-Jilani, et 5 Juillet et autres, outre la modernisation de la route nationale (RN) n°6 sur une distance de 150 km, a indiqué la même source.

Concernant le secteur de l'hydraulique, la commune de Timiaouine a bénéficié de trois (3) pompes immergées avec leurs accessoires, ainsi que deux camions-citernes, dans le but de renforcer la distribution de l'eau potable, et mettre un terme aux perturbations enregistrées dans l'approvisionnement en ce produit vital.

Dans le même sillage, un mon-

tant de plus de 220 millions dinars a été alloué pour la réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans les quartiers 400 et 50 logements locatifs publics, en sus de la réhabilitation de plusieurs anciens quartiers de la commune, et divers réseaux souterrains, a-t-on précisé.

Le secteur de l'éducation a bénéficié de son côté de quatre (4) opérations liées à la réhabilitation et l'équipement des établissements de l'enseignement primaire et moyen, a-t-on encore ajouté.

Lors de sa visite de terrain dans cette collectivité située à 150 km à l'extrême sud du chef lieu de la wilaya, le wali Mahfoud Benflis s'est enquis de l'état d'avancement de ces opérations, et il a également eu l'occasion d'écouter les préoccupations des citoyens de la région en matière notamment de développement local et de l'amélioration des conditions de vie de la population.

Par la même occasion, le wali a insisté devant les entreprises de réalisation sur l'importance du respect des délais impartis pour la livraison de ces projets.

WITH DJEZZY & VISA PAY ANYWHERE, ANYTIME!



Introducing a new way to top-up and pay your bills

DJEZZY
جاري

ANEP N° 2516016750 Le Quotidien d'Oran 18/05/2025

APARTEMENTS

■ Location appart F4 csdb, 5^e étage, ascenseur, USTO Cosider + F8, 1^{er} étage, avenue Loubet, 3 façades + F7, 1^{er} étage Bd Charlemagne + F3 meublé, rue Larbi Ben M'hidi + F3 meublé Millénium + F3, 5^e étage, avec ascenseur, meublé rue Michelet + F4, 1^{er} étage, Bd Front de mer. Cabinet immobilier 0552.58.43.72 / 040.49.81.20

■ Loue à Seddikia chambre au rdc, 10.000 DA/mois à jeune personne sérieuse - Tél : 0659.06.03.42

■ Vends F3 Akid Lotfi, 5^{ème} (850 U), F3 angle Hamou Boutlelis, 1^{er} (650 U) - F3 Yasmine 2 ; 11^{ème} (650 U) - F3 Cavaignac, 1^{er} (500 U) - F3 Larbi Ben M'hidi - passage = 5^{ème} (850 U) : Ag ABDALLAH - 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

VILLAS

■ A louer grande villa, à Oran, pour Ste, à Courbet voisin Peugeot automobile, 1^{er} et 2^{ème} étage, 10 chambres et 3 terrasses et en cas de besoin dépôt de 700 m² sera loué avec la villa - Tél : 0555.82.89.92 ou 0661.77.10.03

■ Vd villa de 280 m², bâtis 200 m², en R+2, (30% inachevé) à Bouhanak les 400 Mansourah + Tiemcen. Rdc : local de 132 m² + Studio (ch+cuis + hall + sdb + wc), 1^{er} : hall + 04 ch + séjour + 02 cuis, avec terrasse de 64 m² + sdb + wc, 2^{ème} : 03 ch + terrasse 132 m² - Tél : 0783.24.65.50 / 043.21.72.20

DIVERS

■ Location numéro taxi, Oran, Tél : 0794.19.51.18

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

Société Industrielle Privée - Sise à Sidi Bel-Abbes
Recrute dans l'immédiat,

MANAGER Système Qualité :

Profil : 1)- Ingénieur (toute spécialité), Licence et plus.

2)- Expérience dans le poste souhaité

3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication

4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + cv

A Zone industrielle lot n° 100 Sidi Bel-Abbès.

Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

Avec la promotion **ROAMING** Hadj et Omra

سافر للحج



Appels illimités vers tout le réseau Djazzy

5Go
INTERNET

+ **30^{Min}**
APPELS REÇUS

+ **30^{SMS}**
MESSAGES ÉMIS

= **2000^{DA}**
VALABLE 30 JOURS

DJEZZY
جاري

ANEP N° 2516015787 Le Quotidien d'Oran 18/05/2025



CANNES :
TEWFIK HAKEM

78^{ème} FESTIVAL DE CANNES BAGHDAD CINÉMA



Quasiment disparu des radars du 7^{ème} art après tant d'années de dictature et de guerres, le cinéma irakien tente depuis quelques années de renaître de ses cendres.

de bois), des fourmis ouvrières irakiennes (qui font tout le boulot de promotion) venues pour la plupart des pays d'Europe et d'Amérique.

Deux films irakiens vus cette année à Cannes. Dans la sélection classique, une pépite de 1957 «Saïd Effendi» de Kame-ran Hosni en version restaurée. Adapté de la

ministère de la Culture irakien et du Comité pour la mémoire visuelle de l'Irak rattaché au Premier ministre.

Dans la sélection La Quinzaine des Cinéastes, un film irakien et récent, The President's Cake, nous fait replonger dans l'Irak des années 90, au moment où l'embargo américain provoquait des pénuries partout. Ce très touchant premier long métrage de l'américano-irakien Hasan Hadi assume parfaitement d'être sous influence du (bon) cinéma iranien : une orpheline de 9 ans, élevée dans un village des marais par sa vieille grand-mère est tirée au sort pour confectionner un gâteau célébrant l'anniversaire de Saddam Hussein. Car jusqu'à sa chute, le dictateur exigeait que son anniversaire soit fêté par son peuple. Comment répondre à la demande de l'école et du régime quand on n'a pas de quoi se payer un sac de farine et qu'il y a pénurie de sucre partout dans le pays ? À la manière de OÙ est la maison de mon ami, le chef d'œuvre d'Abbas Kiarostami, on suit les aventures de la fillette et de son ami, tout aussi fauché, dans une épopée chaplines-que qui épouse les codes spécifiques du conte arabe. Une découverte intéressante, un film aussi modeste qu'attachant.

nouvelle La Dispute de l'écrivain Edmond Sabri, aborde des thèmes très sociaux— chômage, crise du logement, tensions sociales. Empreint de réalisme social, parfois très drôle, ce film en noir et blanc raconte les mésaventures de l'instituteur Saïd Effendi et de sa famille, expulsés de leur foyer par leur propriétaire et obligés de s'installer dans un quartier pauvre de Bagdad. Autant dire Vittorio De Sicca et Naguib Mahfouz au pays des mille et une nuits, quelques mois seulement avant la révolution de 1958.

Pour accompagner ce précieux film joliment restauré par l'INA (Institut national de l'audio-visuel France), une délégation importante avec des officiels du

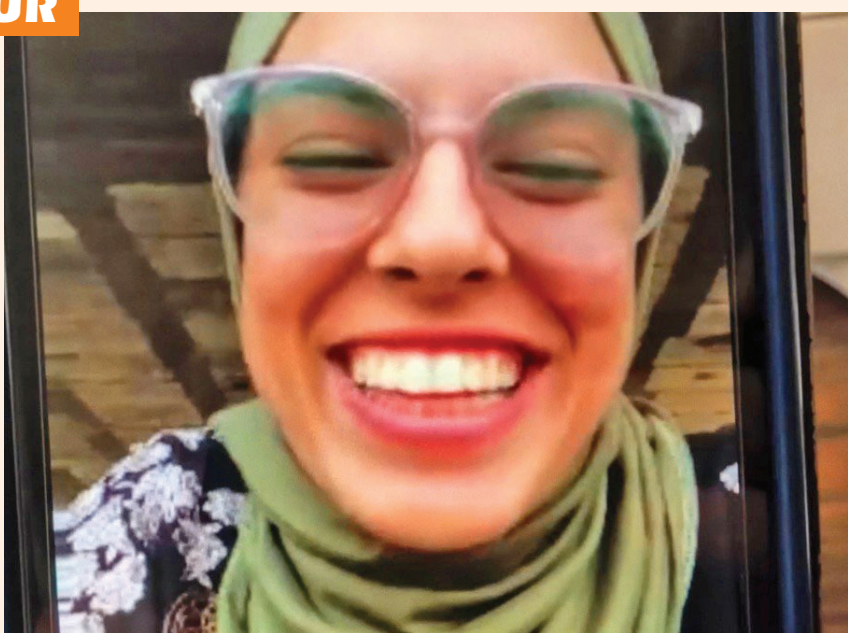
Par les moustaches de Pleksey-Baath, cette année on nous a signalé un stand irakien au Marché du Film du Festival de Cannes ! Si c'est vrai, c'est une grande première. À moins que ce ne soit une erreur de frappe du catalogue -une coquille comme on dit dans notre jargon- c'est peut-être le stand iranien, après tout, il n'y qu'une lettre qui différencie les deux voisins et frères (ennemis). Et finalement, il s'agit bien de l'Irak. À l'intérieur du stand, on peut facilement distinguer les officiels du ministère de la Culture (moustaches, costume-cravate et langue

LA PHRASE DU JOUR

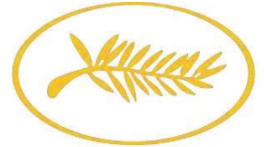
**Tous les jours,
une réplique qui
claque entendue
dans un film
ou dans une
rencontre à Cannes.**

«Parlez de Fatma, pensez à elle, partez avec son sourire». Sepideh Farsi, réalisatrice iranienne, autrice du documentaire «Put Your Soul on Your Hand and Walk», film événement de cette 78^{ème} édition qui documente l'horreur de la guerre à Gaza à travers le regard de la photographe Fatma Hassouna, tuée par l'armée israélienne quelques jours avant le Festival. Et depuis, pas un seul film à Cannes sans penser à ce qu'aurait pu penser Fatma.

T. H.



Quiz



FESTIVAL DE CANNES

CANNES CINÉ-QUIZ (2/6)

Testez vos connaissances sur le cinéma algérien pour estimer vous-même le niveau de votre culture générale- et/ou l'état de votre mémoire vive. Grands films et petits navets mêlés, stars d'un soir ou de toujours inoubliables, metteurs en scènes emblématiques ou problématiques, avec ou sans les primés et les déprimés de Cannes.2/6 :
BAB-EL OUED-LA CROISSETTE

1-Lune des quatre comédiennes n'a jamais foulé le tapis rouge de Cannes. Il faut l'éliminer de la liste.

· a/ Biyouna. b/ Lyna Khoudri. c/ Numédia Lazoul d/ Meriem Amiar

· 2- L'un des quatre comédiens n'est jamais venu à Cannes. À éliminer de la liste.

· a/Mehdi Ramdani, b/ Fawzi B. Saichi, c/Alì Namous, d/Chawki Amari

· 3- Trois parmi ces quatre films algériens ont fait leur première à Cannes, éliminez celui qui n'a pas été sélectionné

· a/Abou Leila d'Amine Sidi-Bou-médiene, Rachida de Mina Chouik, b/Le Repenti de Merzak Allouache, c/La Dernière reine de Adila Bendimerad et Damien Ounouri

· 4/ Quel est le ou la cinéaste algérien.ne qui a été sélectionné.e plus d'une fois par les différentes sections du Festival de Cannes ?

· a/ Med Lakhhdar-Hamina, b/ Merzak Allouache, c/Mounia Med-dour, d/Karim Moussaoui.

· 5. Parmi les habitués de la Croisette, une personne est morte durant ce pèlerinage cinéphilique. De qui s'agit-elle ?

· a/Azzedine Mabrouki (ancien critique de Wilaya 1). b/Tewfik Hakem (envoyé très spécial). c/Hind O (instagrameuse talentueuse). d-/Ahmed Benaïssa (comédien génial).

T. H.

QUIZ-RÉPONSES

La combinaison gagnante du jour est la suivante :
1c-2c-3c-4a-5d

Les conséquences économiques des politiques de l'administration Trump

MILAN – Qualifier d'« incertain » l'environnement économique mondial actuel est bien loin de suffire pour décrire la confusion qui règne depuis quelques mois, en particulier depuis la mise en place des droits de douane du « Jour de la libération » par le président américain Donald Trump, début avril. Ces taxes ont été presque immédiatement suspendues par Trump, après l'agitation observée sur les marchés de capitaux, notamment sur les marchés obligataires américains. Pour autant, à l'exception peut-être de quelques membres de l'administration Trump, personne ne sait si le président américain réactivera au cours de l'été ces droits de douane – suspendus pendant 90 jours, le temps de déterminer si les pays concernés parviendront à de nouveaux accords commerciaux bilatéraux avec les États-Unis – ou s'il les remplacera par un ensemble d'accords négociés avec les partenaires commerciaux. Nous pouvons en revanche déjà prédire certains des effets que les politiques de Trump exerceront sur l'économie américaine et l'économie mondiale.



PAR MICHAEL SPENCE

Lauréat du prix Nobel d'économie, est professeur émérite d'économie et ancien doyen de la Graduate School of Business de l'Université de Stanford.*

Certaines conséquences à court terme sont d'ores et déjà inévitables. Plusieurs régions des États-Unis seront confrontées à des pénuries de produits importés, en particulier en provenance des pays asiatiques. De manière plus générale, la demande globale s'oriente vers une dépression, dans la mesure où quasiment tous les acteurs économiques – entreprises, investisseurs et ménages – adoptent une approche attentiste en matière d'investissement et de consommation. Aussi bienvenu soit-il, l'accord entre la Chine et les États-Unis consistant à suspendre les droits de douane prohibitifs durant 90 jours ne résout pas totalement l'incertitude.

Les droits de douane chers à Donald Trump ne conduiront toutefois pas nécessairement à une catastrophe immédiate pour les États-Unis. L'économie du pays n'est en effet pas particulièrement exposée au commerce : services inclus, les importations ne représentent qu'environ 14 % du PIB, et les exportations un peu plus de 11 %. Par ailleurs, s'il était mis en œuvre efficacement, le programme de déréglementation élaboré par l'administration Trump pourrait stimuler la croissance, en libérant une vague d'investissements nationaux dans une multitude de secteurs, ainsi que dans les infrastructures.

Le reste du monde pourrait lui aussi parvenir à éviter à court terme certains des pires effets des droits de douane appliqués par Trump. Représentant 25 % du PIB mondial, l'économie américaine affiche une telle envergure que des perturbations généralisées pourraient être observées, la vulnérabilité variant selon les pays et les régions. Néanmoins, tant que les autres pays (qui représentent ensemble trois quarts de l'économie mondiale) continueront de commercer librement les uns avec les autres – tout en brandissant potentiellement des droits de douane en représailles contre les États-Unis – les dégâts pourront être largement contenus. Le Fonds monétaire international confirme cette idée, puisqu'il annonce que les droits de douane imposés par Trump impacteront principalement la croissance aux États-Unis (-0,9 %), puis au Canada

et en Chine (-0,6 %), suivis par le Japon (-0,5 %). Le FMI prévoit également une baisse de croissance de 0,5 % au Royaume-Uni, ce qui ne tient toutefois pas compte de l'accord-cadre commercial récemment conclu entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Enfin, une baisse de 0,3 % tout au plus est à prévoir pour les principales économies d'Europe continentale. Pas tout à fait idéal, mais rien de catastrophique.

C'est à plus long terme que les effets de la politique tarifaire de Trump s'annoncent plus importants – et plus prévisibles. Indépendamment de leurs défauts, les États-Unis ont été considérés pendant des décennies comme un acteur mondial fiable, que ce soit en matière de commerce, de finance, de politique étrangère ou de sécurité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les dirigeants politiques et les entreprises étant désormais convaincus que l'on ne peut plus compter sur les États-Unis, ils actualisent leurs stratégies de résilience et de sécurité.

L'Europe revoit d'ores et déjà fortement à la hausse ses dépenses consacrées à la défense, en réaction à l'indifférence manifeste de l'administration Trump à la sécurité d'alliés de longue date des États-Unis. De nombreuses économies diversifieront également leurs échanges commerciaux en prenant leurs distances par rapport à l'Amérique. À titre d'illustration, dans sa négociation des révisions de l'accord États-Unis-Mexique-Canada – que Trump avait salué comme une grande victoire durant son premier mandat, mais qu'il entend désormais modifier – le Canada s'efforcera également d'élargir ses liens en matière de commerce et d'investissement, ainsi que de réduire les obstacles internes aux échanges commerciaux. Ces efforts de diversification modifieront fondamentalement la structure de l'économie mondiale.

La stabilité à long terme de l'économie et du système financier américains est également menacée, le président Trump s'acharnant en effet sur plusieurs de leurs fondements institutionnels : l'engagement pour l'ouverture des comptes de capitaux ainsi que la stabilité des prix et des finances publiques, une Réserve fédérale américaine non soumise aux pressions politiques à court terme, ainsi qu'un système juridique et réglementaire qui applique les règles et tranche les litiges de manière équitable pour les acteurs nationaux comme étrangers. Si cette tendance se poursuit, les flux d'investissements étrangers risquent de se détourner des États-Unis – une évolution précisément contraire à l'objectif affirmé par Trump.

Autre coup dur potentiel pour les perspectives à long terme des États-Unis, les meilleurs talents scientifiques et technologiques pourraient être incités à quitter le pays, compte tenu des réductions de financement imposées par l'administration

Trump à la recherche fondamentale et appliquée en science et technologie, dans le cadre de ses relations tendues avec les universités concernant ce qu'elle perçoit comme un parti pris de gauche. Bien que l'on ne dispose pas encore de données complètes sur un début de fuite des cerveaux, plusieurs éléments indiquent l'envoi d'un nombre croissant de curriculum vitae vers l'Europe et l'Asie. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, invite par ailleurs aujourd'hui explicitement les chercheurs à s'installer en Europe.

La gouvernance mondiale constitue un autre domaine dans lequel les politiques de l'administration Trump produiront des effets à long terme. Certes, les institutions et les cadres multilatéraux nécessitaient une refonte bien avant l'arrivée de Trump sur la scène politique. En revanche, là où Trump serait ravi de les supprimer intégralement au profit d'accords bilatéraux, les dirigeants des autres économies développées, comme la quasi-totalité des économies émergentes, demeurent attachés à une version pratique et adaptative de l'engagement multilatéral, du moins en principe.

Par conséquent, les efforts se poursuivront en direction d'un nouveau multilatéralisme plus complexe – tenant compte de la durabilité, du commerce numérique et de celui des services, ainsi que de l'intersection entre la politique économique et la sécurité nationale – avec dorénavant une bien moindre contribution des États-Unis. Ce sont davantage l'UE et les grandes économies émergentes, en premier lieu desquelles la Chine, qui prendront les devants. Compte tenu de la dépendance des économies asiatiques au commerce avec la Chine, cet appui commun au nouveau multilatéralisme sera crucial pour éviter que le système commercial mondial ne se fragmente en blocs essentiellement régionaux.

Le rôle prépondérant des États-Unis dans les accords de sécurité en Asie compliquera ce processus, mais il n'empêchera pas le système multilatéral d'évoluer, ni l'influence américaine de décliner – et cela durablement, même si les États-Unis décident par la suite de rentrer dans le rang.

L'administration Trump semant la confusion et l'incertitude, il est compréhensible que les perturbations à court terme attirent particulièrement l'attention. Or, ces sont les effets à long terme de certaines des politiques de l'administration Trump qui se révéleront les plus significatifs, de plus grande envergure – et probablement réversibles seulement partiellement.

** Il est coauteur (avec Mohamed A. El-Erian, Gordon Brown et Reid Lifow) de l'ouvrage intitulé Permacrisis : A Plan to Fix a Fractured World (Simon & Schuster, 2023).*

Préparer l'internationalisation de l'euro

LONDRES – Les systèmes monétaires et financiers internationaux ne sont pas immuables, mais ils évoluent rarement. C'est pourquoi le bouleversement provoqué par les politiques menées par le président américain Donald Trump est aussi saisissant qu'ardu à interpréter. Pour en prendre la mesure, il convient de revenir à la théorie de la stabilité hégémonique développée par l'économiste Charles Kindleberger dans son ouvrage *The World in Depression: 1929–1939*. Selon cette théorie, un ordre économique international ouvert et stable repose sur l'existence d'un hégémon.



PAR HÉLÈNE REY

professeur d'économie à la London Business School.

Au XIXe siècle, cet hégémon s'appelait la Grande-Bretagne. Dominante dans le domaine financier, elle fournissait des biens publics internationaux essentiels. Comme l'explique Kindleberger, cela passait par « le libre-échange britannique qui garantissait un marché des biens en période de détresse » et par des flux de capitaux contracycliques, issus de la City de Londres. Le Royaume-Uni favorisait en outre la coordination des politiques macroéconomiques via les règles de l'étalon-or soutenues par la Banque d'Angleterre, alors prêteur en dernier ressort.

Mais la Première Guerre mondiale affaiblit profondément la puissance britannique, qui, dans les années 1930, n'était plus en mesure de soutenir le système monétaire international. Les États-Unis, alors en pleine ascension, n'étaient pas prêts à prendre le relais. Cette discontinuité, ce « piège de Kindleberger » – période de transition sans leadership clair – coïncida avec la Grande Dépression et le chaos politique qui mena à la Seconde Guerre mondiale.

À l'issue de celle-ci, en 1944, les accords de Bretton Woods actèrent le passage de témoin entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Forts de 35 % du PIB mondial, les États-Unis virent leur puissance économique, financière et militaire reconnue, consolidant leur statut de nouvelle puissance hégémonique.

Si leur poids relatif a diminué, le dollar américain demeure la devise de réserve par excellence, la principale

monnaie de facturation, et l'ancre de nombreux régimes de change. Les décisions de la Réserve fédérale et la conjoncture économique américaine continuent de rythmer les cycles financiers mondiaux.

Pourtant, nous semblons prêts à plonger dans un nouveau piège de Kindleberger. La puissance hégémonique actuelle se replie sur elle-même, renonçant à fournir les biens publics mondiaux qui ont contribué à sa légitimité. Or, aucune autre puissance ne paraît en mesure de reprendre le flambeau dans le court terme : l'Union européenne n'est pas encore prête, et la Chine reste largement en dehors des marchés financiers internationaux.

Là où le reste du monde voit dans la domination du dollar un « privilège exorbitant », l'administration Trump y perçoit un fardeau. Elle semble considérer que la demande internationale pour les actifs sûrs en dollars fait grimper sa valeur, pénalisant ainsi l'économie américaine. Mais à force de mener des politiques contre-productives, les États-Unis risquent de perdre ce privilège – qu'ils le veulent ou non.

Pour qu'une monnaie s'impose sur la scène internationale, il faut que le pays émetteur occupe une position centrale dans le commerce mondial, fasse preuve d'innovation, affiche un potentiel de croissance solide, et bénéficie d'alliances géopolitiques fortes. Une telle ambition nécessite des institutions stables, ouvertes et de qualité.

Or, en sapant les fondations mêmes de son économie – par des attaques contre le multilatéralisme, les institutions, la recherche fondamentale et la croissance de long terme – l'administration Trump a miné la confiance dans le dollar. L'annonce, début avril, de tarifs douaniers élevés contre de nombreux pays a provoqué une hausse des taux américains, une chute des marchés et un recul du dollar – un cocktail typique des économies émergentes.

Cette fragilité ouvre une fenêtre d'opportunité pour la zone euro, dont la monnaie est déjà la deuxième plus utilisée au monde. En se renforçant sur la scène internationale, l'euro pourrait apporter à l'Europe des avantages considérables : un financement moins coûteux pour les États et les entreprises, une meilleure résilience en temps de crise, et une influence géopolitique accrue, à l'heure où l'Union européenne cherche à affirmer son autonomie stratégique.

Certes, l'internationalisation d'une monnaie comporte des risques. Mais la zone euro est mieux armée que d'autres pour les affronter, grâce à ses cadres macroprudentiels solides, à la puissance de la Banque centrale européenne, et à l'état de droit qui y prévaut.

Il lui faut néanmoins aller plus loin. Cela passe par un approfondissement du marché unique des biens et des services, par un renforcement des accords commerciaux, et par la construction de synergie avec sa stratégie climatique : l'Europe pourrait par exemple commencer à facturer en euros certains biens « verts » – équipements de décarbonation, véhicules électriques, métaux utilisés pour l'électrification – et développer les instruments financiers correspondants.

L'achèvement de l'union bancaire et de l'union de l'épargne et de l'investissement est une autre priorité, comme le soulignent plusieurs rapports récents, notamment celui dirigé par Mario Draghi. Il s'agit de créer des marchés de capitaux profonds et intégrés, moteurs d'innovation et de croissance, de faciliter les investissements risqués dans les nouvelles technologies. Un actif sûr commun à la zone euro, issu par exemple d'une émission conjointe de dette pour financer le rattrapage de nos capacités de défense, pourrait jouer un rôle clé.

L'Europe doit également s'affranchir de sa dépendance aux systèmes de paiement américains, en développant ses propres infrastructures souveraines. Cela pourrait passer par une monnaie numérique de banque centrale (MNBC), associée à des solutions robustes de paiement, voire à des stablecoins libellés en euros. Enfin, le rôle de la BCE comme prêteur en dernier ressort devra être conçu de façon à inspirer une confiance solide et durable dans les marchés mondiaux.

Ces transformations seront complexes. Mais si l'histoire enseignée par Kindleberger nous offre une leçon, c'est bien celle-ci : en période de vide hégémonique, le monde a besoin d'un leader économique capable d'assurer la stabilité. Si les États-Unis se désengagent, l'Europe se doit d'être prête à prendre le relais.

L'Amérique efface les données dont le monde a besoin

WASHINGTON, DC - Au cours des derniers mois, des milliers de pages web et d'ensembles de données ont été supprimés des sites web du gouvernement des États-Unis.

international (USAID), qui le gère. Il est urgent de trouver d'autres moyens de produire d'importantes données sanitaires, démographiques et autres données sociales.

Un changement utile consisterait à mieux utiliser les données administratives – les données qui circulent dans les systèmes gouvernementaux chaque fois qu'un nouveau patient entre à l'hôpital, qu'un registre de classe est établi dans une école ou qu'un nouveau bébé naît – plutôt que de s'appuyer principalement sur des enquêtes. Les efforts de consolidation et de rationalisation des principaux programmes d'enquête sur les ménages étant déjà en cours, une plus grande dépendance à l'égard des données administratives nécessiterait simplement un changement d'orientation – et d'investissement – de la part des gouvernements et des partenaires de développement.

Les données climatiques sont également soumises à une pression croissante. L'administration américaine a supprimé ou rendu moins accessibles des ensembles de données dont le monde dépend pour suivre et prévoir les changements climatiques. Dans le même temps, les réductions de financement proposées jettent un doute sur la collecte et l'analyse futures de ces données. Même les données collectées pourraient ne pas être partagées au niveau international, étant donné le retrait des États-Unis d'initiatives multilatérales comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

L'Union européenne, le Japon et d'autres pays disposent également de vastes programmes de données sur le climat, mais combler le vide laissé par les États-Unis nécessitera beaucoup de temps et d'argent, deux éléments qui se font rares. C'est pourquoi des innovateurs sont nécessaires pour concevoir de nouveaux outils et modèles, et pour exploiter pleinement le potentiel

des nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle.

Le gouvernement américain ne se contente pas d'effacer ou d'occulter des données ; il lance également des propositions qui vise à modifier la manière dont les données sont communiquées. Par exemple, le secrétaire au commerce, Howard Lutnick, a suggéré de supprimer les mesures des dépenses publiques dans le calcul du PIB. Ce changement rendrait plus difficile l'évaluation de l'impact sur l'économie américaine des réductions massives des dépenses fédérales décidées par l'administration américaine.

Les normes établies ont une raison d'être : elles garantissent la fiabilité et la comparabilité des données dans le temps et entre les pays. Le changement proposé par Lutnick compromettrait la fiabilité et l'utilité des comparaisons de PIB entre pays. La communauté statistique internationale doit donc défendre fermement des méthodes et des principes établis de longue date, avec le soutien de partenaires qui reconnaissent l'importance cruciale de cette fonction gouvernementale souvent négligée mais essentielle.

Partout dans le monde, les statisticiens, les spécialistes des données et les défenseurs des données ouvertes élaborent des stratégies et prennent des mesures pour récupérer, protéger et pérenniser les données. Les producteurs et les utilisateurs de données, aux États-Unis et ailleurs, peuvent soutenir ces efforts – qui ne seront tout sauf aisés – de cinq manières.

Tout d'abord, ils doivent suivre attentivement l'évolution de la situation. Quels sont les changements annoncés par les gouvernements en matière de politique des données, et à quelle échelle de temps ? Lorsque des ensembles de données sont retirés puis remis en ligne, ont-ils été modifiés ? Le suivi de ces changements est essentiel pour soutenir les actions de plaidoyer en faveur de la restauration des données essentielles.

Deuxièmement, ils devraient développer des cas d'utilisation convaincants et des alliances de plaidoyer. Les données gouvernementales ne soutiennent pas seulement le progrès social ; les entreprises et les systèmes d'IA dépendent également de données complètes et de haute qualité pour l'innovation et la prise de décision. Les grandes entreprises, y compris les sociétés technologiques à la pointe du développement de l'IA,

sont des alliés potentiels pour plaider en faveur de la poursuite de la production et du partage de données solides dans tous les pays.

Troisièmement, de nouvelles stratégies de collecte de données doivent être mises en œuvre. Face à la réduction des financements, les pays devraient rationaliser les enquêtes sur les ménages, élargir l'utilisation de sources comme les données administratives et citoyennes, partager les données satellitaires et contribuer à un écosystème mondial de données solide.

Quatrièmement, pour décourager les changements arbitraires qui nuisent à l'analyse et compliquent les comparaisons, les normes de collecte et de publication des données statistiques et autres, comme le PIB, devraient être renforcées et rendues publiques.

Enfin, étant donné que les méthodes actuelles de collecte et de publication des données nationales n'ont jamais été parfaites, les bouleversements actuels peuvent être considérés comme une occasion de collaborer à l'amélioration de la méthodologie et de la gouvernance des données. Tout effort visant à repenser la manière dont les données sont collectées et utilisées devrait mettre l'accent sur la collaboration mondiale et régionale, le partage d'informations et l'alignement des méthodes et des normes.

Nous ne pouvons pas encore prédire l'ampleur et la durée de l'impact des changements dans le paysage des données, ni la manière dont les différentes organisations et institutions y répondront. Mais si nous élaborons dès maintenant des contre-stratégies globales, la communauté mondiale des données pourra faire en sorte que les systèmes essentiels à la prise de décisions politiques judicieuses non seulement survivent à ce qui se produira, mais en soient renforcés.

- 1- Ancienne directrice du groupe des données de développement de la Banque mondiale, est cofondatrice et directrice générale d'Open Data Watch.
- 2- Président du Center for Open Data Enterprise, est l'auteur de Open Data Now : The Secret to Hot Startups, Smart Investing, Savvy Marketing, and Fast Innovation (McGraw-Hill Education, 2014).
- 3- Ancienne directrice générale de l'Overseas Development Institute, est PDG du Partenariat mondial pour les données du développement durable.

PAR SHAIDA BADIEE⁽¹⁾, JOEL GURIN⁽²⁾, ET CLAIRE MELAMED⁽³⁾



Une armée informelle de «sauveteurs de données» a vu le jour pour télécharger, sauvegarder et republier des informations vitales, dont quelque 300 000 ensembles de données sur data.gov, avant qu'elles ne soient perdues. Mais la préservation des données existantes n'est qu'une mesure temporaire. La grande question est de savoir comment les données futures – en particulier les données sur la santé et le climat qui sont essentielles pour orienter les politiques – seront produites et publiées.

Ce problème n'est pas seulement américain. Le gouvernement américain soutient depuis longtemps la production de statistiques officielles dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Par exemple, le programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) contribue depuis plus de 40 ans à la production de données d'enquête sur des indicateurs clés comme la santé et la nutrition des enfants dans plus de 90 pays. Ces données ont guidé le développement d'innombrables initiatives précieuses, d'un programme de soutien aux femmes enceintes au Pakistan à une application qui élargit l'accès au soutien pour les victimes de violence domestique en Ouganda. Dix des 17 objectifs de développement durable des Nations unies s'appuient sur les données du DHS pour suivre les progrès réalisés.

L'administration du président américain Donald Trump a désormais suspendu le programme DHS, pour une durée indéterminée, et dissous l'Agence américaine pour le développement

Investir dans l'économie bleue durable



PAR ALFREDO GIRON

Responsable de l'action pour les océans au sein du Forum économique mondial.

D'après certaines prévisions, les secteurs qui reposent sur les océans pourraient générer plus de 3 000 milliards \$ chaque année d'ici 2030. Les océans constituent toutefois beaucoup plus qu'un simple moteur économique. Principaux régulateurs naturels du climat de la planète, ils absorbent environ 30 % des émissions de dioxyde de carbone, captent 90 % de l'excès de chaleur, et stockent 50 fois plus de carbone que l'atmosphère. La capacité des océans à fournir ces services vitaux est malheureusement aujourd'hui proche d'un point de basculement.

La nécessité d'investir dans des solutions durables n'a jamais été aussi forte, et cette démarche offre une opportunité unique de débloquer des flux financiers à grande échelle. L'économie des océans représente en effet aujourd'hui un nouvel univers d'investissement de plusieurs milliers de milliards de dollars, couvrant une multitude de secteurs qui dépendent d'un environnement océanique sain : énergies renouvelables, infrastructures côtières, ports, transport maritime, pêche durable ou encore aquaculture. Le coût de l'inaction est tout simplement trop élevé, et ne cesse d'augmenter.

Ces opportunités demeurent malheureusement trop peu exploitées. Bien que les prévisions annoncent une croissance rapide de l'économie bleue au cours des prochaines années, jusqu'à plus de 3 200 milliards \$ d'ici 2030, un déficit majeur de financements continue d'entraver le développement et l'innovation durables dans le domaine des océans.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau de la mer et l'évolution du littoral perturbant de plus en plus les zones côtières et les industries clés, ce déficit constitue une grave menace pour la résilience climatique et la croissance économique à long terme.

Entre 2012 et 2022, seulement 13 milliards \$

GENÈVE - L'économie des océans permet à des millions de personnes de gagner leur vie, et sous-tend certaines des industries les plus importantes au monde. Qu'il s'agisse du transport maritime, qui achemine 80 % des échanges commerciaux mondiaux, ou des câbles sous-marins de fibre optique, qui transmettent 95 % des données à travers le globe, les océans sont profondément ancrés dans nos sociétés et notre quotidien.

ont été investis dans la durabilité des océans, principalement dans le cadre de l'aide publique au développement ainsi que de sources philanthropiques. Cette situation témoigne d'une perception largement répandue selon laquelle les entreprises aux activités fondées sur les océans présenteraient davantage de risques que de possibilités de rendement, les investisseurs évoquant souvent dans ce domaine l'incertitude réglementaire, la fragmentation des marchés, et le manque de projets économiquement attractifs.

Pour libérer le plein potentiel d'une économie bleue durable, il est nécessaire que les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise se concentrent sur trois priorités clés. Premièrement, ils doivent comprendre que les océans représentent une opportunité d'investissement à forte croissance.

La finance bleue est généralement axée sur les efforts de sauvegarde et de restauration de l'environnement, qui sont évidemment nécessaires mais insuffisants pour conduire le changement systémique nécessaire à la préservation de la santé des océans. Pour parvenir à un tel changement, il s'agira de comprendre que les projets à grande échelle peuvent, en plus d'apporter des rendements financiers, contribuer à bâtir la résilience climatique ainsi qu'à promouvoir une croissance économique inclusive. Des projets adaptables à grande échelle et commercialement viables sont possibles dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, le transport maritime, les infrastructures côtières, l'aquaculture industrielle ou encore les ports.

Deuxièmement, pour attirer des capitaux privés, il est nécessaire de réduire les risques liés aux investissements dans les océans. Les promoteurs et les acteurs industriels doivent travailler en étroite collaboration avec les ban-

ques multilatérales de développement, les assureurs et les organisations philanthropiques pour atténuer les risques perçus, grâce à des financements concessionnels ainsi qu'à des garanties de première perte, afin de limiter les coûts d'investissement et d'encourager la participation du secteur privé.

Troisièmement, le pipeline des projets océaniques attractifs doit être élargi. Bien que les promoteurs évoquent souvent le manque de financements, l'un des principaux obstacles au déploiement de capitaux réside en réalité dans la faible disponibilité de projets matures et adaptables à grande échelle. Le comblement de cette insuffisance nécessitera une action coordonnée, transcendant les frontières et les secteurs.

Gouvernements, investisseurs et chefs d'entreprise doivent travailler ensemble pour établir des cadres réglementaires favorables, créer des partenariats public-privé, et faciliter des investissements ciblés, susceptibles de permettre à des projets viables et porteurs de changement d'exister sur le marché.

Le principal défi pour les économies du Sud émergentes et en voie de développement consiste à répondre aux préoccupations des investisseurs concernant l'incertitude réglementaire et politique, la volatilité des monnaies, le développement insuffisant des marchés de capitaux, et l'inadéquation des infrastructures financières.

Au-delà des transferts de technologie et du partage de connaissances, il est nécessaire que ces économies adoptent des approches respectueuses de la nature en ce qui concerne les industries et le développement des infrastructures bleues.

Le secteur de l'éolien en mer constitue un modèle prometteur. Plusieurs innovations telles que les pales d'éoliennes recyclables de Shanghai

Electric Wind Power illustrent par exemple combien le progrès peut être favorisé par le fait d'intégrer capitaux, technologies de pointe et partage de l'expertise.

Ces efforts peuvent être complétés par l'élaboration de politiques telles que le plan national de décarbonation du Costa Rica, qui vise à faire passer le pays à 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050. Grâce à la mise en place de mesures strictes de protection de la biodiversité et d'encadrement de l'utilisation des sols, ce plan a permis de débloquer plus de 3 milliards \$ pour le financement d'investissements dans les infrastructures d'énergies renouvelables.

En protégeant les écosystèmes marins, ainsi qu'en intégrant la résilience sociale et environnementale dans leurs modèles d'investissement, les industries aux activités fondées sur les océans peuvent également apporter une valeur à long terme aux communautés locales.

Les investissements consacrés par le port de Singapour à l'avitaillement en carburant zéro émission, ainsi que les efforts fournis par le port d'Anvers-Bruges pour promouvoir les infrastructures écologiques, par exemple, démontrent que la durabilité et le dynamisme économique peuvent aller de pair. La démarche du Forum économique mondial consistant à accélérer la transition vers des ports respectueux de la nature et de l'être humain viendra renforcer ces efforts.

Les cinq prochaines années seront déterminantes. Deux événements à venir – la Conférence des Nations Unies sur les océans ainsi que le Forum sur l'économie et la finance bleues au mois de juin – conféreront aux investisseurs, banques de développement et dirigeants politiques l'opportunité de faire progresser les mécanismes d'investissement innovants, de favoriser les partenariats intersectoriels, ainsi que d'aligner les stratégies financières sur la vision à long terme d'une économie bleue prospère et durable.

La période actuelle se caractérise à la fois par des risques sans précédent et par de formidables opportunités. En alignant les flux de capitaux sur la régénération des océans, nous pouvons amorcer le changement systémique nécessaire à la construction d'une économie bleue résiliente, qui protège les écosystèmes marins, qui renforce les communautés, et qui assure une prospérité généralisée pour les générations futures.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 228.224.29.54

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES N° 35/2025**

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbés Lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : REALISATION D'UN LYCEE TYPE 1000 AU NIVEAU DU SITE 1130 LPL, ROUTE DE SFISEF, COMMUNE DE TELMOUNI, WILAYA DE SIDI BEL ABBES (CITES HABITATS INTEGRES 2025) EN LOT UNIQUE :

-BLOC PEDAGOGIQUE +AUDITORIUM+ ADMINISTRATION + LOCAUX TECHNIQUE +
SANITAIRES + SALLE DE SPORT +AMENAGEMENT EXTERIEUR
-BLOC LOGEMENT DE FONCTION

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la direction des équipements publics DE SIDI BEL ABBES. Cite MAKAM CHAHID.
La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.

CONDITIONS DE L'EGIBILITE:

Pour que leur offre soit recevable, les soumissionnaires doivent apporter
-le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise relevant du secteur bâtiment principal valide le jour d'ouverture.
- La qualification exige est la 04 et plus secteur bâtiment principal, valide le jour d'ouverture.
-Le soumissionnaire doit présenter au minimum 02 attestations de bonne exécution délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.
-Le chiffre d'affaire du soumissionnaire moyen des 03 dernières années doit être supérieur ou égale à 300.000.000,00 Da
NB : Le chiffre d'affaire doit être justifié par des bilans financiers établis et visés par un comptable agréé ou commissaire au compte et visés par les services d'impôts et C20.

Composition du dossier d'appel d'offres :

A /LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENDRA :

- une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- les statuts pour les sociétés ;
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats et des soumissionnaires :
- capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification, le cas échéant.
- le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise valide relevant du secteur bâtiment principal : la qualification exige est la 04 et plus secteur bâtiment principal.

NB/ statut de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une personne morale

- Capacités financières justifier par :
- Les bilans financiers de l'entreprise pour les 03 dernières années établis et visés par un comptable agréé ou commissaire au compte et visés par les services d'impôts et C20.
- Attestation des comptes sociaux 2023 ou éventuellement 2024
- Registre de commerce électronique légalisé par CNRC territorialement compétant.
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale
- Extrait de rôle apure ou avec échéancier valide le jour d'ouverture.
- Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
- Les moyens humains doivent être justifiés par la déclaration annuelle des salaires 2024 ou trimestriels ou mensuelle 2025.

- L'encadrement technique doit être justifié par diplômes de réussite + les affiliations individuelles CNAS datée pendant le trimestre de l'avis d'appel d'offre.
- CNAS, CASNOS, CACOBATH valide le jour d'ouverture.
- liste des moyens matériels, accompagnée par des pièces justificatives (cartes grises + attestations d'assurances valide le jour de l'ouverture des plis pour le matériel roulant, rapport expertise de l'année de soumission pour le matériel non roulant établi par un expert agréé par l'état ou un huissier de justice.
- attestations de bonne exécution de projets, délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.

B /L'OFFRE TECHNIQUE COMPRENDRA :

- le présent cahier des charges original paraphe par le soumissionnaire sur toutes ses pages, signe, cacheter et date annexe de ses spécifications techniques avec précisions des délais de réalisation avec la mention «lu et accepté».
- la déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cacheter et datée par le soumissionnaire ;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé dans l'article 23 du présent cahier des charges, et ce, en application des dispositions de l'article 53 et 112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 78 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics

C /L'OFFRE FINANCIERE COMPRENDRA :

- la lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée et datée.
- le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- le devis quantitatif - estimatif dûment rempli, signé par le soumissionnaire.
- planning des travaux

Si les circonstances le justifient, le service contractant peut aussi, demander dans l'offre financière, et ce, conformément à l'article 112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, les documents suivants :

- le sous-détail des prix unitaires (SDPU)
- le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

Ainsi que tout renseignement ou document permettant de contrôler les coûts de revient des prestations objet du présent marché, et ce, conformément à l'article 79 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

PRESENTATION DES OFFRES:

Voire l'article 15 du PRESENT CAHIER DES CHARGES
Les plis doivent être parvenus à la direction des équipements publics à MAKAM EL CHAHID.
La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant et à la même heure.
La date et l'heure limite de dépôt des dossiers de candidature correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, soit au plus tard à 12 h00 mn
L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière se fera le même jour de dépôt des offres à 14h00mn, conformément aux dispositions des articles 96,112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 70,71, 72, 159,160, 162 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics
Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 14 h 00 mn.

-Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ENTREPRISE NATIONALE DE TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS



NIF / 0000 16001500489

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL
ouvert avec exigence de capacités minimales**

N° 03/ENTMV/2025

L'Entreprise Nationale de Transport Maritime de Voyageurs (ENTMV) lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

**Le nettoyage des car-ferries de l'entreprise faisant escale aux
ports d'Alger, Oran, Bejaia, Annaba et Skikda**

Le présent avis d'appel d'offres national s'adresse aux sociétés spécialisées dans le nettoyage, disposant nécessairement des moyens humains, matériels, l'expérience nécessaire et les qualifications requises de manière à répondre aux besoins de l'ENTMV.

Les entreprises intéressées peuvent retirer ou mandater une personne pour le retrait du cahier des charges du dimanche au jeudi aux adresses suivantes :

1. Siège de l'ENTMV : 5 et 6 rue J.NEHRU Alger – Algérie
Bureau n° 35 – 1^{er} étage
2. Direction Régionale Ouest (Oran) : 9, Boulevard de la SOUMMAM –Oran
3. Direction Régionale Est (Annaba) : Route de l'avant Projet – Annaba

Contre présentation d'un justificatif de paiement par virement bancaire de la somme de :

Dix mille (10.000) Dinars Algériens au compte bancaire suivant :

**Banque Extérieure d'Algérie, Agence CHE GUEVARA sise 6, Boulevard
ERNESTO CHE-GUEVARA, ALGER
IBAN N° 002000101000602976/05**

Les offres dûment renseignées seront accompagnées des pièces exigées et qui devront être présentées selon les conditions décrites dans le cahier des charges en trois plis distincts.

- Le premier pli contenant le dossier de candidature.
- Le second pli contenant l'offre technique,
- Le troisième pli contenant l'offre financière.

Les trois plis seront mis dans une seule enveloppe anonyme, fermée et ne comportant que la mention obligatoire suivante:

**A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET
D'EVALUATION DES OFFRES**

<< APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 03/ENTMV/2025 >>

**«NETTOYAGE DES CAR-FERRIES DE L'ENTREPRISE FAISANT ESCALE AUX PORTS
D'ALGER, ORAN, BEJAIA, ANNABA ET SKIKDA»**

La date limite de dépôt des offres est fixée au 09 juin 2025 à midi (12 :00) soit vingt (20) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux le 18 mai 2025.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

**Entreprise Nationale de Transport Maritime de Voyageurs - ENTMV
Bureau d'Ordre Général**

5 et 6 rue J.NEHRU Alger – Algérie

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis en séance publique, qui aura lieu le 09 juin 2025 à treize (13) heures à la salle de réunion de la Direction Générale.

Toute personne (représentant du soumissionnaire) désirant assister à la séance d'ouverture des plis devra être munie d'une lettre d'habilitation dûment signée par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 90 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

FAF- Réunion du Bureau fédéral le 1^{er} juin à Oran

Un nouveau siège pour la LRFO

M. Zeggai

Les membres du Bureau fédéral de la FAF tiendront leur réunion à Oran, le 1^{er} juin prochain. Cette information nous a été confirmée par Hadj Ghorbal, président de la Ligue régionale de football de l'Ouest. Plusieurs points seront à l'ordre du jour de ce conclavé. Selon nos sources, il s'agira de la préparation des prochaines échéances internationales, en particulier les deux matches amicaux de l'équipe nationale contre le Rwanda et la Suède ainsi que le plan de préparation

des sélections nationales des jeunes catégories pour les échéances à venir. Selon des sources proches de la FAF, la réunion pourrait également se pencher sur les derniers matches de la Ligue 1 pour éviter toute mauvaise surprise, étant donné que la FAF exige le respect de l'éthique sportive. Ensuite, il sera procédé à l'étude des différents rapports des ligues, de la direction technique pour évaluer le travail réalisé jusque-là ainsi que des différentes commissions relevant de la structure fédérale. On croit savoir que les membres du Bureau fédéral s'intéresseront égale-

ment aux rapports des commissions, médicale, de finances, de résolution des litiges, d'arbitrage.

Par ailleurs, on vient d'apprendre que Walid Sadi, président de la FAF et ministre des Sports, profitera de sa présence à Oran pour entamer les procédures administratives avec le wali d'Oran, Samir Chibani, pour la réalisation du nouveau siège de la LRFO, sur un terrain situé du côté de la « Maison des Jeunes », à Belgaid. Cette nouvelle a été bien accueillie par les Oranais, notamment les représentants des clubs affiliés à la Ligue régionale d'Oran.

Ligue 1 (26^e journée)

Bonne opération du MCO et de l'O. Akbou

Les deux premiers matches de cette 26^e journée ont donné lieu à de nombreux changements dans la partie basse du tableau. Ces deux rencontres, qui ont mis aux prises quatre formations sérieusement menacées par la relégation, ont tourné à l'avantage du MC Oran et l'O. Akbou qui se sont éloignés momentanément de la zone rouge. A Oran, le Mouloudia local, sans convaincre comme à l'accoutumée, a réalisé l'essentiel, face à son hôte du jour, le NC Magra. Deux erreurs monumentales de la défense du Nejm ont permis à l'attaquant gambien Jobe de sceller le sort du match. Trois précieux points qui propulsent le

MCO à la 10^e position avec un match en retard, en déplacement face au CS Constantine, prévu le 22 mai prochain. Avec quatre points d'avance sur le dernier potentiel relégable, le club phare de l'Ouest semble bien parti pour sauver sa saison et mettre fin aux appréhensions de son public. Quant au Nejm Magra, il retombe dans ses travers puisqu'il se trouve désormais dans une situation quelque peu inquiétante. A Bejaïa, plus précisément au stade 'Unité maghrébine', l'Olympique Akbou a remporté une précieuse victoire devant l'USMK grâce à un penalty transformé par le vieux routier Addadi, à quinze minutes de

la fin de la rencontre. L'O. Akbou, qui restait sur deux défaites consécutives, a bien réagi après avoir quitté la position de premier relégable pour remonter à la 12^e place avec 28 points, et un match en retard à disputer à domicile face au CS Constantine, le 30 mai prochain. Quant à l'USMK, qui a abordé ce rendez-vous avec la ferme intention de confirmer son dernier succès, face au MCO, a, encore une fois, prouvé sa fébrilité à l'extérieur. Avec cette contre performance qui risque d'être préjudiciable pour le maintien des Khenchelis, l'entraîneur Hocine Achiou est déjà sur la sellette.

M. Zeggai

Ligue 2: Centre-Ouest (30^e journée)

L'ES Ben Aknoun termine en beauté, match arrêté à Mecheria

La 30^e et dernière journée du Groupe Centre-Ouest du championnat de Ligue 2 a été sans grande importance pour l'ensemble des clubs engagés, vu que les jeux étaient déjà faits, aussi bien pour l'accession que pour la relégation en palier inférieur. Néanmoins, la plupart des clubs hôtes ont fait l'effort, en donnant un dernier coup de rein pour offrir à leur public une dernière victoire à domicile, et terminer ainsi sur une bonne note. Allusion faite notamment à l'ES Ben Aknoun, qui a dignement fêté son accession en Ligue 1, en do-

minant le SKAF Khemis-Miliana (4-1), alors qu'il a commencé par être brièvement mené au score. Idem pour une grande partie des autres clubs recevant, qui a réussi à s'imposer au cours de cette ultime journée, à commencer par le MC Saïda et l'ASM Oran, qui ont disposé respectivement de l'ESM Koléa (3-2) et du RC Arbaâ (2-1). Même le derby de l'Ouest, entre le WA Mostaganem et le CR Témouchent a tourné à l'avantage du club hôte, qui l'a emporté par la plus petite des marges (1-0). Les seules rencontres à s'être soldées par des scores de

parité sont MCB Oued Sly - GC Mascara et RC Kouba - US Béchar Djedid, mais sans grands regrets, car les jeux étaient déjà faits. Enfin, pour ce qui est du duel SC Mecheria - JS El Biar, l'arbitre a décidé d'y mettre fin à la mi-temps, après avoir constaté l'absence du médecin, alors que le score était encore de zéro partout entre les deux antagonistes. Une situation qui cependant ne change rien à l'issue finale du championnat, car à l'instar du SKAF et du MCB Oued Sly, le SC Mecheria est déjà officiellement relégué en palier inférieur.

La vie des clubs

L'USM Harrach veut saisir le TAS de Lausanne

La direction de l'USMH menace de saisir le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) de Lausanne. C'est l'information diffusée sur la page facebook du club. L'application de l'article 47 et

l'ouverture d'une enquête du match ASK-MBR. La direction compte relancer l'affaire au niveau de la FAF puisque selon elle, la Commission compétente n'a toujours pas donné

suite à leur requête. A cet effet, les responsables de l'USMH indiquent qu'ils comptent renouveler leur plainte à la FAF avant de saisir le TAS. Affaire à suivre.

US Biskra : Fin de mission pour l'entraîneur Bougherara

Les responsables de l'US Biskra ont décidé de mettre fin aux fonctions de l'entraîneur Liamine Bougherara pour mauvais résultats qui pourraient en-

voyer l'USB vers l'antichambre de l'élite. Bougherara est le troisième entraîneur limogé après Mounir Zeghdoud et Cherif El Ouazani. Ce qui prouve

que le problème n'est pas d'ordre technique à notre avis. La direction a nommé le DTS, Azzedine Kihal, pour assurer l'intérim jusqu'à la fin de saison.

WA Mostaganem: Vers une démission collective

La direction du Wided de Mostaganem organisera, dans les prochains jours, une assemblée générale extraordinaire pour annoncer sa démission définitive du club.

Notre source indique que les problèmes financiers seraient à l'origine de cette décision.

Les subventions qualifiées d'insuffisantes pour réussir l'accès-

sion ont été également évoquées.

Notre source nous a fait savoir que la date de la tenue de cette assemblée générale n'a pas été communiquée.

RC Relizane: le coach s'en va

Le coach du Rapid de Relizane, Nour Eddine Beldjilali, n'a plus donné signe de vie depuis la défaite de son équipe à domicile

face au WA Tlemcen. Ce départ qualifié de « mystérieux » a suscité beaucoup d'interrogations dans le milieu du club puisque le

technicien en question a plié bagages sans rien dire ou évoqué les raisons de son départ.

R. S.

Les Verts de l'Europe

France : Bennacer opérationnel avec l'OM



Auteur de premier pas contrariés sous le maillot de l'O.Marseille, Ismaël Bennacer devrait être disponible pour la dernière de la saison. Beaucoup émettent des doutes. Des doutes quant à son niveau actuel, des doutes quant à sa capacité à enchaîner les matches sans se blesser et même des doutes quant au fait qu'il retrouve un jour l'élan qui avait fait de lui l'un des meilleurs au monde à son poste. À 27 ans, tout n'est pourtant clairement pas perdu d'avance pour Bennacer, prêté avec option d'achat à l'OM cet hiver en provenance

du Milan AC. L'international algérien devra redoubler d'efforts, notamment au cours de la préparation estivale, pour retrouver la plénitude de ses moyens. Avec l'OM, il a disputé 11 matches de championnat pour 2 passes décisives, démontrant une qualité technique toujours au dessus de la moyenne. À l'approche de la dernière rencontre de Ligue 1, qui déterminera la position finale de l'OM (déjà qualifié pour la LDC), Bennacer a repris l'entraînement et pourrait être disponible pour les matches amicaux du mois de juin de l'EN.

Suisse : Hadjam vers la C1

Les Young Boys de Berne ont connu une saison compliquée, marquée par une participation en Champions League qui a pris beaucoup d'énergie mais le club de Jaouen Hadjam revient bien en cette fin de saison. A deux journées de la fin, les Young Boys se sont imposés face à Lucerne, un concurrent direct pour la troisième place, notamment grâce à l'international algérien. A la fin d'une

bonne première mi-temps, Hadjam a été l'auteur d'une passe décisive pour l'ouverture du score de son équipe. A la reprise, Lucerne a égalisé mais les Young Boys marqueront le but de la victoire dans le temps additionnel. Avec 57 points, la formation de Hadjam n'est qu'à deux points du Servette de Genève deuxième, qu'ils doivent dépasser pour espérer de nouveau goûter à la Champions League.

O. Marseille: Greenwood encense Amine Gouiri

Auteur d'une saison remarquée sous les couleurs de l'O. Marseille, Mason Greenwood s'impose déjà comme l'un des éléments majeurs du dispositif olympien. Avec 20 buts inscrits toutes compétitions confondues, l'attaquant anglais n'en finit plus d'impressionner. Mais s'il brille autant depuis quelques semaines, c'est aussi grâce à sa complémentarité grandissante avec Amine Gouiri, arrivé lors du dernier mercato hivernal en provenance du Stade Rennais.

Longtemps en difficulté cette saison, Gouiri a totalement renversé la vapeur sous le maillot marseillais. En seulement 13 rencontres, l'international algérien a trouvé le chemin des filets à 10 reprises et offert 3 passes décisives.

Un rendement spectaculaire qui n'a pas échappé à Greenwood, lequel a tenu à souligner l'impact immédiat de son coéquipier. "Gouiri est vraiment un joueur incroyablement, c'est vraiment un bon transfert. On l'a remarqué sur la première séance d'entraînement. Il a déjà marqué 10 buts et jouer avec lui sur le terrain, c'est formidable", a-t-il déclaré. Le duo Gouiri-Greenwood est rapidement devenu une arme redoutable pour l'OM. Leur complicité technique et leur sens du but complémentaire font des ravages dans les défenses de Ligue 1. Avec une telle entente sur le front de l'attaque, les supporters marseillais peuvent nourrir de grands espoirs pour la fin de saison. Et si l'OM tient là son duo offensif du futur ?

2

17.05 Les enfants de la télé



Présenté par Laurence Boccolini

Au programme de ce moment convivial d'humeur et d'humour, un savant mélange de séquences cultes, de fous rires, d'images drôles et émouvantes. L'occasion de revoir avec plaisir les images qui ont fait les belles heures de la télévision.

19.00 Journal 20h00

19.30 20h30 le dimanche

20.05 Oh ! Biz'Art

22.05 Beau geste

11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 De l'ombre à la lumière
11.58 Journal Météo climat
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le dimanche
13.15 C'est bon à savoir
13.20 13h15, le dimanche
14.10 Affaires sensibles
15.10 Un dimanche à la campagne

3

20.05 McDonald & Dodds



Série policière - Grande-Bretagne - 2024
Saison 4 - Episode 3/3

Avec Jason Watkins, Tala Gouveia, Claire Skinner, Bhavik C. Pankhania

Un homme d'église est découvert sans vie dans sa sacristie juste avant de célébrer un mariage. Le lieutenant Dodds assume la direction des opérations, le capitaine McDonald étant retenue par un retard aérien. La situation s'aggrave quand deux nouveaux meurtres surviennent lors d'autres cérémonies nuptiales dans la municipalité.

10.40 Dimanche en politique
11.55 Dans votre région
12.30 Vivement dimanche
14.40 Les carnets de Julie
15.45 Le jeu des 1000 euros
16.25 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.19 ICI 19/20 édition toutes régions
18.55 De l'ombre à la lumière
19.03 Dans le rétro
19.05 Stade 2

4

15.30 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne

La nouvelle saison bat son plein au Fort Boyard ! Sous l'œil averti du Père Fouras, les candidats s'affrontent pour tenter de remporter le trésor. En lice ce soir pour récupérer un maximum de boyards : Keen'V, Elodie Gossuin, Erika Moulet, Jean-Baptiste Marteau, Jimmy Mohammed et Adeline Toniutti.

17.41 Organisation Super Insolite

18.50 Okoo-koo

20.00 Le poison

09.45 Bluey
09.59 Idéfix et les Irréductibles
10.55 Manger, bouger, dormir
11.09 Les as de la jungle à la rescousse



12.25 Un jour, une question
12.36 Belfort & Lupin
14.19 Les 3 Mousquetaires

5

arte

TMC

09.20 Echappées belles
11.00 C Médiatique
12.00 Une maison, un artiste
12.35 Les îles, laboratoires de la nature
13.30 Renaud Capuçon à l'Olympia . Les Choses de la vie - Cinéma II
14.59 Terre des mondes
15.10 Les 100 lieux qu'il faut voir
15.45 Winston Churchill, un géant dans le siècle
17.30 En société
19.00 C politique
20.05 Hitler-Staline, le choc des tyrans

10.40 «Hallelujah», Leonard Cohen : La musique de nos vies
12.30 La veuve noire
14.10 Japon, les racines du soleil
15.45 Vivre avec les volcans
16.45 David Hockney : le temps retrouvé
17.40 Yuja Wang X David Hockney
18.30 Karambolage
18.45 Arte journal
19.05 Michael Douglas, le fils prodige
20.00 Outrages
21.50 Sean Penn, l'enfant terrible de l'Amérique

10.40 Le bétisier de l'été
12.36 Petits plats en équilibre
12.40 Ghost Whisperer
17.55 Les mystères de l'amour
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Esprits criminels



CINE + émotion 19.50

YES MAN

Comédie - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2008

Avec Jim Carrey, Zooey Deschanel, Bradley Cooper, John Michael Higgins

Carl Allen est au point mort. Jusqu'au jour où il s'inscrit à un programme de développement personnel basé sur une idée toute simple : dire oui à tout ! Carl découvre avec éblouissement le pouvoir magique du «Yes», et voit sa vie professionnelle et amoureuse bouleversée du jour au lendemain : une promotion inattendue, une nouvelle petite amie... mais il découvrira bientôt que le mieux peut être l'ennemi du bien.

RTL9 19.55

L'ÉTRANGLEUR DE BOSTON



Film policier - Etats-Unis - 2023

Avec Keira Knightley, Carrie Coon, Alessandro Nivola, David Dastmalchian

1962, à Boston. Lorsque trois femmes sont assassinées à leur domicile à quelques jours d'intervalle, Loretta McLaughlin, journaliste à la rubrique art de vivre du Record American, obtient l'autorisation d'enquêter pour établir un lien entre les victimes. Elle découvre qu'elles ont toutes été tuées selon le même mode opératoire et laissées avec un bas en nylon noués autour du cou. Après qu'une quatrième victime a été retrouvée, Jack MacLaine, le rédacteur en chef, associe Loretta à une autre journaliste, Jean Cole, pour couvrir cette affaire qui terrorise la population.

CINE + FRISSON 19.50

G.I. JOE : LE RÉVEIL DU COBRA



Film d'action - Etats-Unis - République tchèque - 2009

Avec Channing Tatum, Marlon Wayans, Sienna Miller, Dennis Quaid

Le magnat des armes James McCullen a créé une arme basée sur la nanotechnologie qu'il a vendue à l'OTAN, et dont l'armée américaine doit assurer la livraison. Mais le convoi, mené par Conrad Hauser et Wallace Weems, subit une attaque de la mystérieuse Baronne, avant d'être sauvé par une équipe d'élite secrète, les GI Joe. Son patron, le général Hawk, propose à Hauser et Weems de rejoindre cette unité.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Les Gardiens de la Galaxie Vol. 3



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2023
Avec Chris Pratt, Zoe Saldana, Karen Gillan, Pom Klementieff

Alors que les gardiens de la galaxie veillent paisiblement sur l'astéroïde Knowhere, ils sont attaqués par surprise par Adam Warlock, venu pour enlever Rocket. Quand le combat se termine, Warlock, sévèrement blessé, est ramené chez lui tandis que Rocket, lui aussi grièvement atteint, reste au sol. Peter Quill et ses amis, désespérés, cherchent une solution pour sauver l'irascible raton-laveur parlant.

6

19.25 E=M6



Présenté par Mac Lesggy

Chaque dimanche, ce magazine scientifique familial répond de façon didactique et ludique aux questions que tout le monde se pose, grâce à des expériences visuelles, des témoignages mais aussi des décryptages de spécialistes.
20.10 Zone interdite
22.10 Enquête exclusive

10.20 Turbo
11.30 Sport 6
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.30 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes
17.40 66 minutes : grand format
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.15 Sport 6

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



- La Rochelle / Montpellier

C'est un match avec de l'enjeu pour l'accès aux barrages qui se dessine entre le Stade Rochelais et Montpellier en clôture de la 24e journée de Top 14. Les deux clubs veulent terminer la phase régulière sur de bonnes bases et ils étaient à égalité de points, 52, au terme de la 23e journée. Le vainqueur de cette rencontre prendra une sérieuse option psychologique et comptable pour la suite de la saison.

10.56 Loris Giuliano en balade
11.46 Viendez au Groland
12.27 Grand Prix F1
12.54 La grille
13.56 Plateau Sport F1 / Moto
14.00 Formule 1 : Grand Prix d'Emilie-Romagne
15.58 Formula One, le mag
16.20 The Match
16.30 Football : Premier League
18.25 The Match
18.29 Canal Football Club
19.26 Canal Rugby Club

PLANETE +

TFX

W9

10.42 American Pickers, la brocante made in USA



11.33 La tragédie du Heysel
14.40 Ingénieurs de l'Antiquité
16.29 La vie secrète des pharaons
18.23 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Mystérieux objets
21.34 Ingénieurs de l'Antiquité

08.14 TFX infos
08.20 Cleaners les experts du ménage
11.40 Friends



18.48 Petits plats en équilibre
18.50 Friends
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Le gendre de ma vie

08.10 Génération Hit machine
09.10 HDM : L'hebdo de la musique



11.20 100% poker
11.50 Scorpion
15.30 La petite histoire de France
20.10 Le journal de Bridget Jones
21.50 Le Cerveau

Poutine simplifie l'accès à la nationalité russe pour les habitants des régions séparatistes géorgiennes



Le président russe Vladimir Poutine a signé samedi un décret simplifiant l'accès à la citoyenneté russe pour les habitants des deux régions séparatistes géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Selon ce décret, les demandeurs ne seront plus tenus de résider en permanence en Russie pour obtenir la nationalité, ni de prouver leur connaissance de la langue ou de la culture russes. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont reconnues par la majorité de la communauté internationale comme faisant partie du territoire géorgien, mais se trouvent sous contrôle russe de facto depuis la brève guerre de 2008 entre Moscou et Tbilissi. La Géorgie, candidate à l'adhésion à l'Union européenne, et la Russie n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la guerre de 2008, mais des critiques accusent l'actuel parti au pouvoir en Géorgie d'être pro-russe et d'avoir accédé au pouvoir via des élections truquées.

La Géorgie, qui partage une frontière avec la Russie, refuse d'appliquer les sanctions financières et économiques contre Moscou pour son offensive en Ukraine. Elle refuse également de soutenir militairement Kiev.

Ghana : plus de 2.000 étrangers sans papiers arrêtés



Plus de 2.000 étrangers en situation irrégulière, dont environ 1.300 enfants, ont été arrêtés vendredi à Accra, la capitale du Ghana, lors d'une vaste opération menée par le Service d'immigration du Ghana (GIS), ont annoncé les autorités.

L'opération vise à «répondre à l'inquiétude croissante liée à la mendicité organisée dans les rues impliquant des res-

tissants étrangers» a déclaré Muntaka Mubarak, ministre de l'Intérieur ghanéen sur son compte Facebook.

«Cette activité représente un risque pour la sécurité nationale et ternit l'image de notre pays», a-t-il ajouté, précisant que de nombreuses personnes étaient entrées au Ghana par des «voies non autorisées, contournant les procédures essentielles de

l'immigration». La plupart des personnes interpellées lors de cette opération sont originaires du Burkina Faso, pays sahélien voisin, mais aussi du Togo, du Nigeria et du Niger.

Les personnes interpellées ont ensuite fait l'objet de contrôles de sécurité et d'examens médicaux avant un éventuel rapatriement, ont indiqué les autorités.

Au moins 17 personnes tuées au Nigéria par des terroristes de Boko Haram



Au moins 17 personnes, des pêcheurs et agriculteurs, ont été tuées par les terroristes de Boko Haram jeudi dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué vendredi des sources proches des milices anti-terroristes, cités par des médias. Les terroristes de Boko Haram ont capturé plusieurs pêcheurs et agriculteurs dans le village de Malam Karanti, près de la ville de pêcheurs de Baga, sur les rives du lac Tchad, avant de les tuer, ont affirmé deux miliciens qui aident les troupes nigérianes à combattre les groupes terroristes dans la région.

«Jusqu'à présent, dix-sept corps ont été retrouvés et les recherches se poursuivent», a précisé Babakura Kolo, un chef milicien.

Les terroristes ont rassemblé leurs victimes, qui pêchaient et s'occupaient de leurs cultures le long des rives du lac d'eau douce, avant de les tuer, a déclaré Umar Ari, un autre milicien qui a fait le même bilan.

Onze détenus s'échappent d'une prison à la Nouvelle-Orléans

Onze prisonniers se sont échappés d'une prison à la Nouvelle-Orléans, ont annoncé vendredi les autorités de cette grande ville touristique du sud des Etats-Unis, et un homme en cavale a déjà été rattrapé. «Tôt ce matin, il nous a été signalé qu'environ 11

individus se sont échappés» d'une prison de la ville, a déclaré Christopher Goodly, un responsable de la police locale, lors d'une conférence de presse.

«Tous ces suspects sont considérés comme armés et dangereux», a-t-il ajouté.

L'un des hommes en cava-

le a été arrêté dans la matinée dans le centre historique, a fait savoir la police de l'Etat de Louisiane dans un communiqué, ajoutant que «la recherche des personnes échappées se poursuit».

Selon des médias, certains des fugitifs sont accusés de meurtre.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

Des chefs d'Etat et représentants de pays arabes se sont réunis hier à Bagdad. Le drame de Ghaza avait-on annoncé est au centre d'un sommet où des absences de marque illustrent une hétérogénéité manifeste de la ligne de conduite politique d'une ligue disparate. Difficile de croire qu'après le dernier passage du président américain dans les pays les plus riches et les plus influents de la région et conclu par des contrats commerciaux mirobolants qu'une quelconque recommandation arabe opérante trouverait une efficacité.

Il n'est pas anodin que la Syrie soit absente quand on sait qu'elle vient de bénéficier de l'inattendue et spectaculaire clémence américaine après l'avoir longtemps traitée de pestiférée. Les Etats-Unis tiennent à la règle qui oblige qu'un prêt soit obligatoirement rendu. La plupart des Etats de la région savent en tenir compte. Sacrifier le peuple palestinien vaut bien caution. L'infortuné Mahmoud Abbas qui ne représente que lui-même a tout le loisir de chanter un hymne pour deux Etats séparés et indépendants, il

LE SOMMET ARABE ET LA MAIN DE WASHINGTON

est trop visible laissant déduire que la Ligue arabe n'est qu'un conglomérat de parade. Le pathétique appel du président égyptien adressé à Donald Trump pour faire pression sur Israël pour cesser ses crimes est le signe manifeste de la stérilité arabe. Il est démonstration d'une évidente incapacité et impuissance à faire face au génocide du siècle. L'esprit des Etats arabes du moment est à mille lieues de celui qui a présidé à l'embargo pétrolier de 1973 lorsque leur union politique avait un semblant de sens.

Les temps ont changé sous le poids des intérêts politiques de chacun.

Le sommet estropié annoncera bien sûr, sans trop y croire le déni de la déportation programmée par les Américains du peuple palestinien en terres égyptienne et jordanienne. Le massacre des Ghazaouis sera lui aussi dénoncé, mais la dénonciation sera encore une fois une profession de foi aléatoire pour justifier un scénario de pure forme.

aura peu de chance d'avoir de solides échos en retour.

L'empreinte de la main de Washington

Publicité

DÉVOILEZ VOS TALENTS AVEC OOREDOO

La transformation digitale en Algérie à l'ère de l'intelligence artificielle : défis, enjeux et perspectives

Media Star 18^e édition



Pour plus d'informations sur les modalités de participation et le règlement du concours, visitez le site : www.ooredoo.dz rubrique « Media Star »

ooredoo